

MESSIANISME, ISOLATIONNISME ET
UNILATERALISME DE LA POLITIQUE
ETRANGERE DES ETATS-UNIS

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Stéphane GAUFFENY, gendarmerie nationale
dans le cadre de l'étude dirigée « Les déterminants de la stratégie des Etats-Unis »

Directeur : Monsieur Etienne De Durand

Avril 2003

SOMMAIRE

Introduction

Partie I : l'héritage de l'histoire américaine, des premiers colons à la fin de la guerre froide

La genèse de la pensée américaine :

- Les valeurs communes des premiers colons et de la constitution américaine
- Les deux approches, isolationniste et messianique, de la politique internationale
- L'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis (isolationnisme et destinée manifeste, guerre de sécession et âge d'or de la croissance)

De l'émergence d'une puissance mondiale, en 1917, à la fin de la guerre froide :

- Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson : deux conceptions inverses pour rompre l'isolement
- Le retour à l'isolationnisme américain : échec de la Société des Nations et retrait de l'Amérique
- L'Amérique à nouveau dans l'arène : le multilatéralisme généreux de Franklin Delano Roosevelt et la pertinence du credo wilsonien

Partie II : la politique étrangère des Etats-Unis après la guerre froide

Un unilatéralisme par défaut, lié à l'exercice solitaire de la puissance :

- Une divergence essentielle de conception entre américains et européens
- Des appréciations opposées de la menace
- Un unilatéralisme par défaut
- Renouer le lien atlantique

L'intérêt national américain :

- Crise identitaire ou recherche de définition
- Attractivité et pouvoir de répulsion de la puissance américaine :
- Intérêt national illusoire
- Plaidoyer pour un engagement multilatéral

Le renouveau de l'unilatéralisme américain :

- Un monde « uni-multipolaire » ?
- La tentation d'une politique étrangère unilatérale
- Une nouvelle politique étrangère après les attentats du 11 septembre 2001
- Les Etats-Unis en voie d'isolement dans le monde ?

Conclusion

Introduction

L'entrée en guerre des Etats Unis face à l'Allemagne en 1917 marque l'avènement d'une superpuissance contestée mais jamais démentie depuis, qui pour la troisième fois au cours du vingtième siècle doit se résoudre à l'élaboration d'un nouvel ordre mondial sans qu'aucune puissance ne semble en mesure depuis la fin de la guerre froide de peser sur son hégémonie.

Indépendamment des considérations essentielles de politique intérieure, l'évolution de la situation géopolitique mondiale repose donc plus que jamais sur l'ambivalence de la politique étrangère américaine, partagée entre un isolationnisme dénonçant le caractère inadmissible de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, et un messianisme hérité des pères fondateurs justifiant de mener croisade pour diffuser des valeurs morales jugées universelles. Nous verrons dans une première partie comment cette double école de pensée s'ancre progressivement dans la conscience collective américaine, puis se heurte tout au long du vingtième siècle aux considérations plus pragmatiques dans la conduite ordinaire de sa diplomatie, plus proches de la politique d'équilibre des forces propre aux nations européennes. Dans une deuxième partie nous nous efforcerons de comprendre comment cette perte d'innocence, personnifiée par le réalisme d'un Kissinger, semble se doubler d'un unilatéralisme par défaut, riche d'une puissance économique et militaire inégalée, mais orpheline d'un ennemi communiste disparu, sans qu'un intérêt national ne suffise à définir une stratégie cohérente en matière de relations internationales, du moins avant le tournant historique du 11 septembre 2001.

1. L'héritage de l'histoire américaine, des premiers colons à la fin de la guerre froide

1.1. La genèse de la pensée américaine.

1.1.1. Les valeurs communes.

Le messianisme hérité des premiers colons influence la constitution américaine de 1787.

L'influence du messianisme dans la politique étrangère américaine apparaît comme une donnée permanente de l'histoire de l'Amérique. Cette notion dépasse la stricte définition littérale et recouvre celle du prosélytisme de la religion protestante. La particularité américaine réside dans l'intégration du facteur religieux dans la conscience politique du pays, non seulement par les premiers colons mais surtout au travers de la constitution de 1787.

a) Les premiers colons.

La première communauté puritaine débarquée au nouveau monde en 1620 ne traduit pas l'extrême variété des conditions et motivations des premières vagues d'immigrants en provenance d'Europe. Le tempérament pionnier fait d'espérance d'une vie meilleure, de saut dans l'inconnu, est un facteur essentiel d'élaboration de la philosophie américaine. L'influence protestante et puritaine est cependant réelle ne serait-ce qu'en raison de la proportion conséquente de communautés protestantes fuyant les persécutions religieuses en Europe : les valeurs de travail, du progrès par l'effort et l'épargne, de la volonté individuelle, animent les premiers colons qui se sentent dépositaires de l'orthodoxie protestante. Ces communautés tirent de leur foi la mission divine de créer un monde meilleur pour une société égalitaire, avec l'obligation morale de réussir un destin exceptionnel, lequel aura valeur d'exemple : « nous serons comme la cité sur la colline et tous les regards seront tournés vers nous ». Le mariage de l'esprit d'aventure et de l'évangélisation, moteurs des premiers colons, explique le succès de la religion protestante, qui réunit des immigrants de nationalités diverses, à mesure qu'elle s'éloigne de la référence européenne.

b) La constitution américaine.

Parallèlement à l'émergence d'une identité religieuse propre, l'Amérique se construit une identité politique. Les treize premières colonies, nées le long de l'Atlantique de l'afflux d'immigrants et de la découverte de nouveaux espaces, s'unissent de 1754 à 1776 contre la

domination politique et le joug économique de l'Angleterre, qui accumule mesures vexatoires et levées d'impôts. Cette cristallisation de colonies isolées autour de la lutte contre l'opresseur anglais, se nourrit des idées de John Locke. Elle est concrétisée par la rédaction de la « déclaration d'indépendance » de Thomas Jefferson, président des Etats-Unis de 1801 à 1809. Cet acte fondateur de la nation américaine tente de faire la synthèse entre les théories du « siècle des lumières », qui inspireront la révolution française (existence de droits naturels, égalité entre les hommes), et l'héritage des institutions anglaises. Mais elle se distingue essentiellement par l'intégration du domaine religieux dans la construction politique : un pacte républicain transcendé par une mission divine, au service d'un peuple élu en quête de bonheur, dont les idées fondamentales inspirent la rédaction des « bills of rights », constitutions dont se dotent huit des nouveaux Etats.

Les « pères fondateurs » de la constitution américaine de 1787 reprennent en partie la constitution anglaise de l'époque, mais dans un esprit résolument novateur, par une recherche laborieuse de compromis entre fédéralistes partisans d'un gouvernement fédéral puissant et anti-fédéralistes prônant la liberté des Etats (d'où la légitimité de l'actuelle Convention européenne à se référer aux principes constitutionnels imaginés par les « founding fathers » américains).

Comme un miroir inversé de la situation que connaît le lien transatlantique au début du XXIème siècle, où l'Europe de la P.E.S.C semble malheureusement condamnée à se construire contre les USA, l'exceptionnalisme américain se renforce deux siècles plus tôt du refus de la nation américaine naissante du référentiel européen. La société américaine nouvelle se perçoit unique, occupant « une place à part dans le concert des nations ». Son territoire en expansion est un sanctuaire confié au peuple choisi par la volonté divine. La démocratie américaine mêle le rationnel des idées de Montesquieu au divin de la foi protestante.

112. Les deux approches, isolationniste et messianique, de la politique internationale

a) Le modèle originel de la nation américaine

Elles reposent sur une conviction unique née du modèle originel de la nation américaine, instituée en vue de réaliser l'idée de liberté :

- Comme le souligne Henry Kissinger « l'Amérique phare du monde et l'Amérique menant croisade aspirent à un ordre international fondé sur la démocratie, la liberté du commerce et le droit international. »

- Les Etats Unis possèdent le meilleur système de gouvernement du monde, et le reste de l'humanité peut parvenir à la paix et la prospérité en renonçant à la diplomatie traditionnelle et en vénérant, comme l'Amérique, le droit international et la démocratie.

Sur le plan intellectuel, la pensée américaine s'oppose aux penseurs du siècle des lumières en ce sens qu'ils tendent de régler la sphère politique en s'appuyant sur des principes rationnels qui s'équilibrent selon un intérêt général supérieur aux intérêts particuliers. La notion de séparation de pouvoirs formulée par Montesquieu, vise à éviter tout despotisme. Aucune autre société n'a affirmé que les principes de l'éthique s'appliquaient à la conduite internationale comme ils en réglaient la conduite individuelle, notion diamétralement opposée à la raison d'Etat de Richelieu.

Enfin, dépositaire du principe de liberté, l'Amérique attribuait la marge de sécurité résultant de l'éloignement à l'expression d'une providence divine, sorte d'intuition morale supérieure : L'Europe devait sa guerre perpétuelle au scepticisme de ses méthodes de gouvernement. Ainsi Jefferson refusait le postulat européen d'une moralité des Etats jugés sur des critères différents de celle des individus. L'idée que la paix dépend surtout du progrès d'institutions démocratiques reste un des ancrages de la pensée américaine.

b) Les raisons géopolitiques

Des facteurs géopolitiques expliquent ce particularisme , intrinsèquement différent du mode de pensée des nations européennes :

- Les américains habitaient une île-continent, protégée des puissances prédatrices par deux océans, avec des pays relativement faibles comme voisins : Préservée des dilemmes de sécurité angoissants, l'Amérique s'est forgée avec une certaine innocence un sentiment de sécurité exceptionnel à l'inverse de la diplomatie européenne fondée sur la recherche d'équilibre de forces ; la place était alors ouverte à la démocratie et aux principes du droit international.
- L'amérique, en raison de son éloignement, pouvait s'opposer à un véritable changement à l'inverse des nations européennes, disposant de marges de survie beaucoup plus étroites et donc dans l'obligation de se coaliser pour faire échec à toute possibilité de changement. Georges Washington formule ce fondement géopolitique par une mise en garde contre les alliances permanentes, sorte de liens artificiels inutiles et contraires aux capacités et possibilités d'action de l'Amérique.

113. L'évolution de la politique étrangère des Etats Unis

a) Jusqu'au début du vingtième siècle : l'isolationnisme prévaut.

Avant que sa rapide expansion et l'effondrement progressif de l'ordre international centré sur l'Europe ne précipite l'Amérique sur la scène internationale, le courant isolationniste régissait la politique étrangère américaine :

- Dans les premières années de la république, la jeune nation se concentre sur la consolidation de la jeune indépendance et sur l'élargissement de ses frontières, jouant avec habileté l'équilibre des forces entre la Grande-Bretagne et la France, optant pour la neutralité pendant les guerres napoléoniennes.
- Si Jefferson jugeait les belligérants de l'affrontement européen sur un égal plan de moralité, les qualifiant de tyran, le rejet de la politique de l'ancien monde n'était pas incompatible avec l'expansion territoriale américaine à travers le continent, présentée paradoxalement comme relevant des « affaires intérieures du pays » et non de sa politique étrangère. Ainsi James Monroe niait toute contradiction à défendre l'expansion vers l'ouest, nécessaire pour faire de l'Amérique une grande puissance.
- L'Amérique se voyait « nation phare », servant au mieux la cause de la démocratie en pratiquant ses vertus sur son propre territoire, « un gouvernement républicain juste et solide » offrant selon Thomas Jefferson « un monument et un exemple permanents à tous les peuples du globe ».

L'Amérique ne voyait aucun conflit entre des principes élevés et les nécessités de sa survie, conciliant la jouissance des fruits de la puissance sans avoir à pâtir des conséquences normales de son exercice.

A partir de 1820, et jusqu'au début du XXème siècle, sa politique était simple : accomplir la destinée manifeste du pays au travers de l'expansion en Amérique du Nord, et ne pas intervenir dans les affaires de l'étranger : favoriser les gouvernements démocratiques sans entreprendre d'action pour justifier ses préférences.

b) La destinée manifeste, l'expansion territoriale au service de la transmission de la parole divine.

De la conquête du sol et de la mission évangélique des pionniers de la jeune république naît la doctrine de « destinée manifeste », formulée en 1845 par O'Sullivan au sujet de l'annexion du Texas : « toujours plus (...) jusqu'à ce que notre destinée nationale soit accomplie et que (...) ce continent illimité nous appartienne entièrement . »

La première moitié du XIXème siècle est marquée du sceau de la croissance, territoriale, démographique et économique, résultant d'une politique expansionniste constante des élites.

A partir de la Louisiane achetée à Napoléon III en 1803 jusqu'aux confins du Pacifique, la superficie du pays quadruple aux dépens des indiens, des voisins mexicains et canadiens, et des puissances européennes (France, Espagne et Angleterre). Avec une population trois fois supérieure, le produit national brut est multiplié par sept. Afin de transmettre à la nation les valeurs morales et religieuses, la scolarisation à grande échelle du pays est soutenue par la foi et les institutions protestantes.

Fort du succès des soldats américains pendant la guerre d'indépendance, un démocrate déclarait en 1845 que « Dieu (...) n'avait pas voulu que les Etats originels fussent les seuls lieux de résidence de la liberté sur terre. Au contraire, il ne les avait conçus que comme le grand centre d'où irradieraient encore et toujours la civilisation, la religion et la liberté, jusqu'à ce que le continent tout entier pût se repaître de leurs bienfaits.»

Cette croyance dogmatique, la certitude du devoir d'imposer aux autres peuples le modèle américain de liberté, de religion et de civilisation, a imprégné fortement la conscience américaine et alimente encore le discours messianique qui soutient en période de crise la politique étrangère des Etats-Unis. En 1860, il y avait encore débat sur la forme de l'expansion des frontières intérieures, évangélisation ou annexion par la force, mais convergence sur le fond, mélange quelque peu cynique d'intérêt économique bien compris et d'affirmation de la légitimité divine.

La thèse de l'évidence géographique permettait de soulager les consciences, en conférant à la logique cartographique de l'expansion naturelle aux limites de l'Amérique du nord, une évidence biblique ; tour à tour la Floride, Cuba et les îles caraïbes, contestées à l'Espagne, sont présentées comme les appendices naturels du continent nord-américain. Un document diplomatique, « le manifeste d'Ostende », justifie en 1854 les prétentions territoriales des Etats-Unis par « les lois, humaines et divines ».

Cette justification biblique, inhérente à la doctrine de destinée manifeste, contient en germe une déviance par rapport au messianisme initial, dérive hypocrite, voire raciste, en tout cas contraire aux idéaux d'égalité de la constitution. O'Sullivan dépeint un peuple neuf, aux qualités supérieures liées à son identité spécifique, évolution des origines européennes. Les indiens se voient dénier tout droit à la terre au prétexte de leur condition nomade. En découleront des débats passionnés autour de thèses vantant la supériorité de la race blanche, particulièrement anglo-saxonne, source de légitimité à la fois naturelle et d'essence divine à poursuivre expansion et domination des autres peuples.

Cette double lecture du droit, différent selon qu'il s'applique ou non au peuple élu, permet de comprendre l'esprit de la doctrine Monroe, pivot de la politique intérieure et étrangère de l'époque:

Dès 1823, la doctrine Monroe, du nom de son auteur, président des Etats-Unis de 1817 à 1825, conduite par John Quincy Adams, vise à protéger les colonies originelles et les Etats plus récents des visées d'autres nations européennes ou sud-américaines sur le continent américain. Elle justifie l'établissement de « zones tampons » constituées de nouveaux territoires périphériques et condamne toute intervention européenne dans les affaires de l'Amérique et vice versa. Elle conduit donc à exclure du continent américain toute politique de puissance à l'européenne. A la règle cardinale de ne pas se mêler des luttes de l'Europe s'ajoute celle de l'inviolabilité du continent américain : d'un même mouvement, tourner le dos à l'Europe et se donner toute liberté d'expansion à l'ouest, ce qui revient à devenir une grande puissance sans mener une politique hégémonique. Citons par exemple, l'incorporation du Texas en 1845 aux Etats-Unis, justifiée par la nécessité de prévenir toute possibilité de défi déclaré, d'empêcher un Etat indépendant de devenir l'allié potentiel d'une nation étrangère.

c) La guerre de Sécession

La guerre de Sécession a façonné la pensée américaine. Cette guerre civile entre Etats du Sud et Etats du Nord ne peut être réduite au seul débat sur l'esclavage, Outre les causes économiques et industrielles, génératrices d'un déséquilibre social et d'une urbanisation croissante au nord, par opposition à un Sud agricole dépendant de l'esclavage, la fracture politique s'est nourrie du dynamisme évangélique du Nord. L'esclavage, hérésie sociale contraire aux fondements de la république, est surtout considérée comme un pêché aux yeux du mouvement abolitionniste, apparu dans la première moitié du XIXème siècle, dans la mouvance du renouveau protestant de Nouvelle-Angleterre. L'expansion à l'ouest de la nation augmentait le risque de sécession, non pas du fait de conceptions humanitaires distinctes, mais en raison de positions religieuses opposées, correspondant au clivage des confessions méthodiste et baptiste. La crise de croissance de l'Amérique coïncidait avec la crise de conscience, remettant en question des motivations originelles des pères fondateurs. L'élection en 1860 d'Abraham Lincoln à la présidence servait de catalyseur aux Etats du Sud, créant une confédération d'Etats ayant fait sécession. Portant une atteinte sacrilège à la théorie du peuple élu, de la mission divine et de la destinée manifeste, la défaite avait été évitée par les nordistes, mais à un coût exorbitant, celui de la première guerre totale dans le monde.

Il resterait de ce traumatisme dans l'inconscient collectif américain, selon James M. Mac Pherson, une vision radicale de la conduite d'une guerre, où la victoire signifie reddition sans

condition, toute défaite étant contraire à l'Amérique elle-même. Probablement peut on y voir une des motivations du soutien populaire dont a joui le gouvernement W.Bush dans la préparation et de la conduite de l'actuelle guerre en Irak, malgré l'absence de résolution de l'ONU pour la légitimer.

Après la guerre de Sécession qui mit entre parenthèses ses ambitions territoriales, l'Amérique de la fin du dix-neuvième siècle allait parvenir au cours des deux dernières décennies à un niveau de puissance économique supérieur à celui des nations industrielles européennes sans pour autant développer en proportion ses armées.

L'influence du messianisme subsiste au XXème siècle, mais devient moins visible, les représentants de l'Amérique lui préférant des références fréquentes à la constitution. Elle engendre par ailleurs une certaine forme de manichéisme de la société américaine qu'on retrouve dans le discours des élites, la notion de pêché occultant celle de la faute. Ce messianisme américain n'est pas sans conséquence en relations internationales : une acceptation limitée d'une culture différente, considérée comme païenne, qu'il faut combattre ou évangéliser. Si le doute est bénéfique, la peur de l'échec peut conduire à une réaction exagérée en période de crise, soit par le repli sur soi de l'isolationnisme, soit par la riposte violente qui favorise l'unilatéralisme.

12. De l'émergence d'une puissance mondiale, en 1917, à la fin de la guerre froide.

121. Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson : deux conceptions inverses d'une même volonté de rompre l'isolement de l'Amérique.

a) Le réalisme politique de T Roosevelt

Roosevelt justifiait le rôle international que devait jouer l'Amérique par une analyse juste de l'équilibre des forces et en raison même de l'intérêt de la nation. Il fut le premier président à soutenir que l'Amérique, puissance comme une autre et non incarnation de la vertu, avait le devoir d'exercer une influence mondiale, un pouvoir de police international. Sa politique musclée en Amérique centrale à partir de 1902, sa neutralité pendant la guerre russo-japonaise de 1904, et son acceptation de l'occupation de la Corée par le Japon en 1908 atteste d'un réalisme géopolitique étranger à tout noble altruisme dans un monde régi par la

puissance où l'ordre naturel des choses s'exprimait dans la notion de sphères d'influence. Mais cette compréhension des équilibres en présence accessible aux diplomates européens n'aurait pas suffi à vaincre l'isolationnisme du peuple américain.

b) Le rôle messianique de l'Amérique de Wilson, une dimension universelle à l'exceptionnalisme américain

Wilson attribuait à l'Amérique un rôle messianique. Il lui incombait de répandre dans le monde entier les principes qui la gouvernaient : paix fondée sur l'expansion de la démocratie, jugement des Etats selon les mêmes critères que les individus, adhésion à un système juridique universel, création d'une organisation mondiale universelle chargée de préserver la paix par la sécurité collective et non par un réseau d'alliances.

Celui qui fut à l'origine de l'école dominante de la politique étrangère américaine, sut saisir les motivations américaines, d'une « nation à part », et vaincre par l'émotion tout égoïsme national en affirmant que l'Amérique n'avait pas « d'autre objectif que la victoire de ses principes ». Fondamentalement désintéressée, l'Amérique devait se poser en médiateur, au service d'une idéologie de croisade :

- la mission particulière de l'Amérique transcende la diplomatie ordinaire, au nom de l'humanité toute entière.
- Les politiques étrangères des démocraties sont moralement supérieures en raison de l'attachement de leur population à la paix.
- La politique étrangère doit exprimer les mêmes critères moraux que l'éthique individuelle, l'Etat n'étant pas en droit de revendiquer une moralité distincte.

En dotant le credo de « l'exceptionnalisme américain » d'une dimension universelle, Wilson justifiait le leadership de son pays par son altruisme, dénominateur commun de tous les présidents américains qui l'ont suivi, malgré les risques d'incompréhension, d'imprévisibilité et les dérives potentielles de cette vision de l'Amérique gendarme du monde ignorant les compromis.

L'entrée en guerre des Etats-Unis après le naufrage du Lusitania et la reprise de la guerre sous-marine à outrance, fut présentée comme la résultante de l'agression gratuite de l'Allemagne contre l'ordre international que seule la victoire totale permettrait d'instaurer.

A la fin de la première guerre mondiale, le débat entre les rôles respectifs de la moralité et de l'intérêt dans les affaires internationales semblait avoir tranché en faveur du droit et de l'éthique.

122. Le retour à l'isolationnisme américain : le volte-face de la nation.

a) L'échec de la Société des Nations

La Société Des Nations, visant à mobiliser à l'issue de la première guerre mondiale le consensus moral de nations éprises de paix, mais imposée à des nations européennes réticentes et exsangues, connut l'échec que l'on sait, faute notamment de mécanisme de sanction. Les accords de Munich furent le point culminant de ce modèle mis en place dans les années 1920 et accentué au rythme des concessions faites à l'Allemagne.

b) Le retrait de l'Amérique

La période de l'entre deux guerres devait se traduire par un retrait de l'Amérique et un retour à l'isolationnisme au sein de la population américaine. Désenchantée des résultats de la guerre, l'Amérique récusait même sa propre doctrine de sécurité collective de crainte d'être entraînée dans des querelles lointaines. Le décalage se creuse entre la reconnaissance d'un principe, et la participation à sa mise en application.

La crise économique de 1929, frappant une Amérique triomphante, laissera une empreinte profonde dans la conscience américaine, la « grande dépression » marquant la mémoire sociale outre-atlantique à la manière des horreurs de la première guerre mondiale en Europe. L'opinion publique américaine craindrait longtemps davantage l'effondrement économique que la défaite dans la guerre.

123. L'Amérique à nouveau dans l'arène.

a) Franklin Delano Roosevelt : de la fin de l'Amérique isolationniste à un multilatéralisme généreux

F.D.Roosevelt amena son peuple isolationniste à entrer en guerre pour arrêter l'Allemagne dans sa marche vers la domination du monde. Dès 1940, il persuade le congrès d'accorder à la Grande-Bretagne une aide croissante à la limite de la belligérance déclarée. Dès mai 1941, Roosevelt proclame l'état d'urgence au nom de la préservation des quatre libertés : « nous n'accepterons qu'un monde voué à la liberté de parole et d'expression, à la liberté de chacun d'adorer Dieu à sa façon, un monde libéré du besoin et libéré de la terreur ». Et finalement l'attaque japonaise de Pearl harbour eut raison des dernières hésitations de l'Amérique. Cette fois l'intervention de l'Amérique fut l'amorce d'un engagement international permanent. Son leadership maintint l'Alliance soudée face aux forces de l'axe et donna leur forme aux institutions multilatérales qui servent la communauté internationale encore à ce jour.

La charte de l'Atlantique élargissait les 4 libertés formulées par Roosevelt à l'accès égal aux matières premières et aux efforts conjugués pour améliorer les conditions sociales dans le

monde. A la différence d'un nouvel équilibre des forces, le droit des peuples à disposer d'eux même constituerait la pierre angulaire d'un nouvel ordre mondial.

b) La pertinence du credo wilsonien et l'affaiblissement du facteur religieux

Le credo wilsonien opère comme une fondation sur laquelle l'Amérique se retrouve à chaque fois qu'elle est confrontée à un nouvel ordre mondial :

- A la fin de la seconde guerre mondiale, elle aide à former les Nations unies sur les mêmes principes de la Société des Nations, espérant asseoir la paix sur l'entente harmonieuse des vainqueurs. Mais la tradition anticolonialiste et la doctrine des quatre policiers de Roosevelt, se heurtaient à la volonté de Churchill de reconstruire l'équilibre européen traditionnel et à l'idéologie communiste de Staline, attaché à la politique étrangère russe expansionniste. La géopolitique négligée par l'Amérique la ramena en Europe ; le Japon et l'Allemagne durent être relevés pour reconstruire l'équilibre et l'Union soviétique inaugura 45 années de tensions et d'extensions stratégiques avant son effondrement.
- Lorsque l'espoir s'évanouit, l'Amérique mène la guerre froide, non pas comme un conflit entre deux grandes puissances, mais comme un combat moral pour la démocratie par une politique d'endiguement du communisme. L'intransigeance de Staline, que Kennan attribuera au système soviétique même, conduit l'Amérique au plan Marshall, à l'alliance Atlantique et à l'accroissement de l'arsenal militaire.

Le deuxième facteur essentiel de la politique étrangère américaine de la période de la Guerre froide est la disparition du fil conducteur religieux, réel et revendiqué par les hommes politiques qui se sont succédés jusqu'à Roosevelt. Les motivations idéologiques remplacent les préceptes messianiques dans l'expression de la destinée manifeste.

Harry Truman, fils du Middle West isolationniste ne voyait pas de nécessité affective ou morale à l'unité alliée et substitua à la doctrine de Roosevelt un ensemble de coalitions au cœur de la politique américaine pendant 40 ans. Truman qualifia sa doctrine de « politique des Etats-Unis pour soutenir des peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement venant de minorités armées ou de pressions extérieures ». La politique étrangère américaine l'oblige depuis à louvoyer entre les censeurs qui la taxent d'amoralité et ceux qui lui reprochent d'outrepasser l'intérêt national par son moralisme toujours en croisade.

Comme le prouve la guerre de Corée en 1950, l'endiguement, théorie à la fois idéaliste et réaliste dans son évaluation des motivations soviétiques, s'avère curieusement abstraite dans ses prescriptions et ambiguë : L'Amérique déclara une guerre « limitée » au nom d'un principe et non des intérêts, dans une approche multilatérale par le biais des nations unies et le

concours de membres de l'OTAN, et se retrouve en panne de doctrine face aux manœuvres militaires et diplomatiques de la Chine.

Le contournement de l'endiguement en 1956 pendant la crise de Suez grâce à l'armement massif de l'Égypte de Nasser amène l'Amérique à désavouer ses alliés britanniques et français, dès lors relégués à un statut de puissance inférieure, au nom d'une interprétation juridique étroite du traité de l'OTAN, et en raison d'un anticolonialisme s'appuyant sur un intérêt national au Moyen-Orient et une volonté de rapprochement mal récompensée avec les pays non-alignés. Paradoxalement le « multilatéralisme » affiché par la doctrine Eisenhower sur le moyen orient a isolé durablement l'Europe des États-Unis en soulignant la divergence des intérêts nationaux. L'ironie de l'histoire retiendra que le premier trimestre 2003 marque une deuxième crise diplomatique sérieuse avec de nouveau la France et un moindre niveau l'Allemagne et la Belgique, l'Amérique étant cette fois-ci accusée d'un bellicisme contre l'Irak interprété comme l'expression d'une politique unilatérale. En 1956, l'Amérique perdait son innocence internationale en ne s'opposant pas au même moment à la répression sanglante soviétique de l'insurrection hongroise, démontrant par l'absurde le fossé entre ses déclarations et ce qu'elle était véritablement prête à faire.

L'ambiguïté et la faiblesse apparente de la politique étrangère américaine mit à l'épreuve l'unité des alliés pendant la crise de Berlin de 1958 à 1961 en contexte nouveau d'équilibre nucléaire. Face aux ultimatums de Krouchtchev, la position du couple franco-allemand De Gaulle Adenauer différait de l'analyse anglo-américaine d'Eisenhower et de Macmillan. Kennedy joua la crédibilité américaine sur la question de Berlin, adoptant une diplomatie plus directe, voire unilatérale en recourant aux négociations directes entre superpuissances. Il s'adapta avec audace à la menace des missiles à Cuba, affirmant cette fois avec succès la méthode américaine : l'Amérique s'oppose au changement engendré par la menace d'un recours à la force, non au changement en temps que tel.

Le désengagement douloureux de la guerre du Viêt-Nam tient une place particulière dans la conscience collective de l'Amérique, par l'absence de précédent de défaite dans son histoire, par l'effondrement du consensus national et le sentiment d'humiliation qui en a résulté, même si l'Amérique parvint en définitive à maintenir sa position dans le monde. Son impact sur la politique étrangère des États-Unis ne s'atténua qu'à partir de la guerre du golfe qui permit de restaurer l'orgueil national. Le traumatisme accéléra la redéfinition du rôle de l'Amérique et permit de trouver, selon Kissinger, « un moyen terme viable entre démission et sur-engagement » : Si Wilson était sûr de pouvoir maîtriser n'importe quel problème jusqu'à sa résolution, Nixon avait hérité d'une société déchirée par la frustration, dont l'avenir

dépendrait de sa capacité à définir des objectifs à long terme qui soient à sa portée et à s'y tenir. En quelque sorte, une façon réaliste d'assumer l'héritage de l'idéalisme américain.

2. La politique étrangère des Etats-Unis après la guerre froide

Le monde assiste à l'unilatéralisme croissant de la politique étrangère américaine depuis la fin de la guerre froide, du moment unipolaire au choc du 11 septembre 2001.

Après l'effondrement simultané à l'aube de la dernière décennie du vingtième siècle de l'idéologie communiste et de la géopolitique soviétique, l'idée wilsonienne que la paix passe par la sécurité collective alliée à la propagation des institutions démocratiques dans le monde entier réapparaît. Cette doctrine illustre selon Henry Kissinger le drame de l'Amérique sur la scène mondiale : « affirmant une idéologie révolutionnaire, les américains se satisfont d'un statu quo. Transformant volontiers les problèmes de politique étrangère en une lutte entre le bien et le mal, ils sont mal à l'aise en général avec les compromis, ainsi qu'avec les dénouements partiels et non concluants ».

Le partenariat proposé par le président Bush père, « fondé sur les principes et la suprématie du droit par l'entremise des organisations internationales , soutenu par un partage équitable des coûts comme de l'engagement » empreinte des accents wilsoniens : plus de démocratie, plus de prospérité, plus de paix et moins d'armement. Bill Clinton de la même façon développe le thème de l'élargissement de la démocratie pour caractériser la politique étrangère des Etats Unis. Pour la troisième fois, l'Amérique qui semble dominer la scène internationale affirme ainsi son intention de construire un nouvel ordre mondial à son image.

Ce monde, qui n'a jamais connu de pays aussi puissant que les Etats-Unis, peut-il espérer une Amérique qui ne soit pas unilatéraliste ? L'Amérique choisira-t-elle un unilatéralisme large, ouvert aux conseils des alliés et capable de s'adapter aux événements, ou un unilatéralisme étroit sous l'effet cumulé du mythe de l'exceptionnalisme américain et du paradoxal sentiment de vulnérabilité nouvelle ?

21. Un unilatéralisme par défaut, lié à l'exercice solitaire de la puissance.

Il semble extrêmement difficile, voir impossible, pour un observateur européen de tenter de comprendre les déterminants de la politique étrangère des Etats-Unis sans reconnaître les évolutions divergentes essentielles en terme d'Histoire mais surtout de puissance, sources de psychologie et de visions stratégiques opposées.

La vision politique des Américains découle-t-elle de leur puissance et de leurs responsabilités mondiales, alors que celle des Européens s'expliquerait par l'intégration de leur faiblesse dans leur propre système de pensée ?

211. Le constat d'une divergence essentielle de conception entre Américains et Européens

a) des visions du monde opposées

Les européens perçoivent une vision très différente du monde de chaque côté de l'Atlantique avec d'autant plus d'acuité qu'ils redoutent cette divergence :

- un monde vu par l'Europe d'idéal kantien de « paix perpétuelle » où règnent la loi, la réglementation, la négociation et la coopération entre les nations.

Ce tempérament belliqueux attribué de façon caricaturale aux américains issus d'une société violente, les rendrait moins aptes à recourir à la diplomatie, plus prompts à utiliser la force, préférant la coercition à la persuasion, la solution définitive au provisoire. Enclins à agir unilatéralement, ils préféreraient agir en dehors du droit international, par nécessité ou par intérêt, et se montreraient peu favorables aux actions entreprises sous l'égide d'institutions internationales comme l'ONU ou à se soumettre à la pression des opinions internationales.

En creux, les européens revendiquent les qualités de patience, voire de finesse, le choix de solutions pacifiques négociées, mettant l'accent sur le processus autant que sur le résultat.

- Un monde anarchique où la sécurité, la défense et la promotion d'un ordre libéral dépendent de la puissance militaire et de son utilisation.

Sans manichéisme réducteur, puisqu'il ne peut y avoir unicité de position en Amérique comme entre les Etats européens, la vision est plus proche entre démocrates et républicains que de chaque côté de l'Atlantique.

b) Le fossé stratégique alimenté par la faiblesse de l'Europe

L'Europe vue par l'Amérique a adopté la stratégie du faible correspondant à sa faiblesse militaire et la perte de son statut de puissance planétaire. La logique pourtant n'est pas sans faille, comme le souligne Pierre Hassner par l'exemple de Wilson proposant ses quatorze points et la société des Nations alors que l'Amérique est déjà puissante. Elle l'est plus encore après la deuxième guerre mondiale lorsqu'elle crée l'ONU, inspire sa charte, et introduit le droit dans la guerre comme dans la paix, en inventant le tribunal de Nuremberg et en appuyant le renforcement du droit des conflits armés à Genève.

Selon Kagan, cette différence de culture stratégique résulterait principalement des poids respectifs inverses des Etats-Unis naissants et des puissances européennes aux XVIIIème et

XIX^{ème} siècles : à l'exception de ses relations avec ses voisins immédiats, la jeune nation américaine critiquait la politique de puissance des empires européens.

Or la faiblesse militaire de l'Europe, initiée avec la première guerre mondiale et la perte du statut de puissance planétaire après la deuxième, est consommée par la retraite massive de cinq siècles de domination coloniale.

La guerre froide a masqué ce constat en conférant à l'Europe une valeur stratégique centrale, même si sa seule mission consistait alors à défendre son propre territoire. Les conflits balkaniques et l'élargissement de l'Alliance atlantique aux anciens membres du pacte de Varsovie ont prolongé artificiellement l'importance stratégique du continent. L'espoir d'une nouvelle Europe fondée sur une unique entité politique et économique, née du traité de Maastricht en 1992, semble enfin marquer le pas au vu des divisions récentes et des difficultés à construire une défense commune. Il n'est pas certain que l'administration américaine appelle réellement de ses vœux ce renforcement de l'Union. Toujours est-il que L'Union Européenne n'est pas en mesure, contrairement aux prédictions de Samuel Huntington, de jouer un rôle d'équilibrage à l'hégémonie américaine.

Les plus critiques des européens constatent que politique étrangère des Etats-Unis et intérêts américains ont toujours été confondus mais que la seule nouveauté pour les européens est que ces intérêts diffèrent désormais de chaque côté de l'atlantique.

L'impuissance militaire et politique de l'Europe a été soulignée au début des années 1990 en Bosnie et à la fin de la décennie au Kosovo : elle s'est avérée incapable d'envoyer sans l'aide américaine une force de combat dans un territoire hostile sur son propre continent. Loin de renforcer les moyens de l'OTAN ou de financer la mise en place d'une défense commune aux quinze, les budgets de défense des Etats européens sont passés en dessous des 2% du PIB, alors qu'ils n'ont jamais descendu sous les 3% de l'autre côté de l'atlantique.

c) la surmilitarisation des Etats-Unis

La puissance américaine a développé parallèlement une capacité à intervenir en n'importe quel point du globe sans précédent, alors que la disparition de l'URSS accroissait sa puissance par rapport au reste du monde. Washington a ainsi mené en 1991 en réaction à l'invasion du Koweït par l'Irak la plus grande opération militaire depuis la guerre du Vietnam.

Sans bloc soviétique pour fixer ses forces, et désormais libre d'intervenir à son gré, l'Amérique est intervenue au Panama en 1989, dans le Golfe persique en 1991 et en Somalie en 1992 sous l'administration de George Bush, en Haïti, Bosnie et au Kosovo sous Clinton. Les interventions étaient donc plus fréquentes que pendant la guerre froide, grâce notamment aux possibilités offertes par les technologies des missiles et de l'arme aérienne.

La puissance des Etats-Unis héritant d'une « unipolarité nouvelle » et la faiblesse subie mais assimilée des Etats européens, ont créé logiquement des psychologies différentes.

La force militaire de l'Amérique a stimulé chez elle une inclination à l'utiliser alors que la faiblesse militaire de l'Europe a entraîné une aversion compréhensible pour le recours à l'emploi des armes, et un intérêt accru pour que prime le droit international sur la force. Le rejet de l'unilatéralisme reproché aux américains n'est-il pas conforme à notre intérêt ? L'hégémonie, même bienveillante, des américains peut être considérée comme dangereuse dans la mesure où elle s'oppose à la création d'un ordre mondial garantissant la sécurité ou la liberté de manœuvre des pays les plus faibles.

La tactique de l'Europe serait alors, non de s'efforcer de compenser la puissance américaine par un effort collectif important, mais de la contenir sans consentir à déployer des moyens égaux : une politique d'attaque « oblique », selon Robert Kagan, visant à maîtriser le monstre, nommé « hyperpuissance » par Hubert Védrine en réaction à l'affirmation de « nation indispensable » de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright. Le levier serait de faire appel à la conscience des Etats-Unis. Selon Kagan, la foi américaine en la puissance, pour réelle qu'elle soit, est d'essence libérale et progressiste, et perçue comme un moyen de « faire avancer les principes d'une civilisation de liberté et d'un ordre du monde libéral. »

Indépendamment de l'opinion publique américaine, globalement favorable au principe des actions multilatérales, la simple possibilité d'agir unilatéralement et avec succès est un facteur psychologique essentiel, renforcé par la certitude de perdre une liberté d'action dans la recherche idéaliste de l'action partagée. En ce sens, la querelle sur l'unilatéralisme qui oppose les deux rives de l'Atlantique est l'illustration d'un désaccord naturel entre les faibles et les forts, fréquent dans l'histoire.

212. Des appréciations divergentes de la menace :

a) la logique inhérente au différentiel des forces

Le reproche formulé de manière récurrente par la diplomatie européenne à l'encontre de la tolérance jugée trop faible des Américains, peut être résumé comme la recherche d'une sécurité absolue, confort hérité de l'histoire lorsque deux océans constituaient une barrière protectrice. Paradoxalement, les Européens revendiquent de leur histoire conflictuelle une capacité à tolérer certaines menaces, et donc une forme de patience, voire non sans une certaine arrogance déplacée, une aptitude à conduire une diplomatie plus nuancée.

C'est oublier l'état d'insécurité de la nation formulé par George Washington, alors menacée par les puissances européennes à ses frontières élargies et confrontée aux menaces d'éclatement de l'Union.

Aujourd'hui, cette même puissance relative est européenne et explique pour partie une réaction psychologique adaptée : une tolérance plus grande d'une menace à laquelle elle s'estime à raison moins exposée que la puissante Amérique, et dont la prise en compte apparaît potentiellement plus dangereuse que son ignorance. Une capacité plus grande à régler les problèmes rend plus enclin à le faire que si on en a pas le pouvoir.

Les Américains soulignent les dangers d'une attitude « munichoise » de dénégation de la menace à l'origine de la politique de conciliation avec Hitler tentée dans les années 1930, crainte devant l'Allemagne nazie héritée d'un refus des souffrances de la première guerre mondiale. Selon Steven Everts, cette dénégation d'une menace contre laquelle on s'estime impuissant justifie une opposition de part et d'autre de l'Atlantique sur l'idée même de menace : les Européens s'intéressent aux problèmes susceptibles d'être résolus par la diplomatie et l'économie là où les Américains identifient des menaces étrangères.

Ces divergences fondamentales d'analyse de la situation internationale ne s'expliquent-elles pas par une réalité pratique, conséquence de la disparité des forces ?:

- Il est logique que l'Europe militairement faible et économiquement forte recherche des solutions non militaires.
- La diplomatie tolérante de l'Europe est facilitée par la certitude de pouvoir compter sur l'intervention des Etats-Unis en cas d'aggravation de la menace d'états tels l'Irak ou la Corée du Nord, et autres « Etats voyous » situés dans des régions lointaines de ses frontières. Ce constat ne perd pas de sa pertinence même si les experts européens s'estiment concernés, ne serait-ce que par le risque de prolifération d'armes alimentées par ces Etats au voisinage de l'Europe.
- La puissance des Etats-Unis focaliserait enfin selon les Américains le ressentiment des agresseurs potentiels contre eux, cible principale. La montée en puissance du terrorisme en France pendant les années 1990, bien avant que les Américains soient frappés sur leur territoire national peut nuancer une présentation trop manichéenne ou nombriliste de la menace. Il est vrai que les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la perception de la menace au sein de l'administration Bush et de la population américaine. Selon Kagan, la solidarité manifestée par les Européens au lendemain du 11 septembre relève plus de la sympathie pour son prochain que de la reconnaissance d'un danger commun, le terrorisme, dont ils pourraient être la prochaine cible. La réalité est certainement médiane :

Alors que l'agression spectaculaire et médiatisée à l'échelle mondiale des attentats du 11 septembre permettait sans équivoque de prendre la mesure de la menace terroriste, et légitimait une réaction énergique avec ou même derrière l'Amérique de la part de tous les gouvernements démocratiques, elle ne pouvait signifier durablement la signature d'un blanc-seing pour l'administration américaine dans la conduite de sa politique étrangère sans nécessité de démonstration ni même effort de persuasion du lien de causalité à la « guerre contre le terrorisme ».

Robert Kagan retourne avec humour l'image péjorative des Américains « cowboys » par la métaphore qui résume bien la vision américaine des rapports ambigus avec la vieille Europe : un shérif américain, auto-désigné sans doute mais bienveillant et plutôt bien accueilli, cherchant à imposer la justice dans un monde sans loi, et un patron du saloon plus tolérant pour des hors-la-loi dangereux potentiellement, mais aussi clients peu susceptibles de tirer sur le barman ; « Gary Cooper défendra la bourgade, que les habitants le souhaitent ou non ».

b) l'influence des histoires différentes

L'histoire des Etats-Unis et de l'Europe est une autre dimension permettant d'expliquer des cultures stratégiques différentes.

Le retournement de pensée stratégique de l'Europe trouve ses racines dans la spécificité de son histoire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer y voit le rejet du système né des traités de Westphalie en 1648, avec son principe d'équilibre des puissances et ses ambitions hégémoniques des grandes nations européennes. L'Union européenne, produit de guerres intestines interminables, met l'accent sur la négociation, la diplomatie et les liens commerciaux, la prédominance du droit international sur l'usage de la force. Selon Robert Cooper, diplomate britannique, l'Europe se réclame actuellement d'un « système postmoderne », qui ne repose plus sur le rejet de la force et sur des « règles de comportement que chacun s'impose à soi-même », substituant à la raison d'Etat de Machiavel la conscience morale.

Le rapprochement franco-allemand, à l'origine de l'unification européenne, s'est fondé sur le rejet de la puissance militaire et de son rôle dans les affaires internationales, au moins à l'intérieur de l'Europe. Cette sécurité collective a été assurée de l'extérieur par l'engagement américain opérant à travers l'Alliance atlantique. Romano Prodi, président de la Commission européenne, expliquait en mai 2001 ce processus d'approche indirecte, par étapes, de la confrontation à la coopération pacifique dans le domaine économique et monétaire, et ensuite à l'unification. Il extrapole la méthode au reste du monde pour parvenir à la paix, cette transmission du miracle européen à l'échelle mondiale est devenue la « nouvelle mission

civilisatrice de l'Europe » à laquelle semble s'opposer la détermination de l'Amérique à utiliser unilatéralement la puissance. Selon Kagan, de même que les monarchies européennes des XVIIIèmes et XIXèmes siècles représentaient la négation des idéaux républicains, aujourd'hui pour l'Europe, un rejet de ses idéaux et un déni de leur validité universelle constitue une menace aussi essentielle que sa sécurité physique. Cette prétention européenne n'est pas étrangère à une certaine insécurité, car elle est intimement associée au succès de la construction européenne.

L'unification n'a pas eu pour corollaire un retour de l'Europe au statut de superpuissance, mais au contraire une diminution de ses capacités militaires par rapport à celles des Etats-Unis. Malgré l'ambition initiale d'accéder à la puissance militaire capable de faire jeu égal avec l'Amérique, le processus d'unification européenne n'a pas permis à l'Europe de jouer un rôle de poids sur la scène internationale, qu'il soit diplomatique ou militaire. A l'extrême, le besoin de puissance est faible dans la mesure où l'Europe se fixe pour mission principale de s'opposer à la puissance, de tenir la bride à l'Amérique, de la « multilatériser ». Même Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères a cessé en 2002 de répéter qu'il fallait faire contrepoids à la puissance américaine, «capable de mener quatre guerres à la fois ».

Contrairement à Roosevelt qui voulait « parvenir à une réduction radicale du poids de l'Europe », avec pour objectif « son retrait de la scène mondiale », il faut que l'Amérique se réjouisse de l'unification européenne, fruit de la politique étrangère américaine des soixante dernières années, notamment en qualité de partenaire face à l'Union soviétique, « une fortification du monde libre dans la lutte contre la tyrannie soviétique » selon Dean Acheson.

Paradoxalement, l'Europe fonde son hostilité à l'usage des armes en politique internationale sur sa sécurité de l'extérieur, assurée par la présence de troupes américaines sur son sol et plus généralement par la puissance militaire américaine. Selon Kagan, le passage à l'ère « postmoderne » des européens n'a été possible que parce que les Etats-Unis n'ont pas pris le même chemin, fidèles à la *Machtpolitik*. Cette incapacité européenne à assurer sa propre sécurité, est à l'origine d'un double système de critères : à l'intérieur de l'Europe, opérer sur une base juridique et coopérative, et à l'extérieur, revenir aux méthodes plus rudes de l'époque antérieure. La pérennité du modèle à un point faible, sa dépendance de la puissance américaine pour sa propre sécurité, et donc, selon Cooper, la nécessité de ne pas négliger les moyens de sa défense « tant physique que psychologique ».

Il est certain que la prédominance du facteur moral dans la pensée stratégique européenne résulte de responsabilités mondiales moindres, incombant désormais à l'Amérique, et se fonde sur une approche différente en relations internationales : le décalage de discours s'explique

par une sur-militarisation d'un côté et une importance excessive accordée aux seuls aspects civils de l'autre.

213. Un unilatéralisme par défaut :

On peut parler d'unilatéralisme lorsqu'un état prend seul une décision en l'absence de coopération avec d'autres états. L'administration américaine justifie ce choix politique par la volonté pragmatique de défendre là où ils sont menacés leurs intérêts, lorsque l'inertie et l'impossibilité d'arriver à un accord dans le respect du droit international, lui impose moralement d'agir, en tant que nation guide responsable de la sécurité mondiale.

Mais une des causes de l'unilatéralisme reproché aux Américains résulte paradoxalement du peu de puissance militaire que ses partenaires peuvent offrir aux Etats-Unis. L'effort actuel, supérieur à 3% du PIB, apparaît en creux comme considérable même s'il est très inférieur aux 7 % des années 1980. Au niveau matériel, il est vrai que les Etats-Unis ont les épaules assez solides pour se passer d'un appui consistant de l'Europe.

La réticence du peuple américain à assumer seul le fardeau mondial est relatif, notamment en raison du légitime orgueil lié à la force militaire de la nation et au rôle unique tenu dans le monde. Historiquement, à l'idéalisme internationaliste wilsonnien de l'entre-deux-guerres ont succédé Munich, Pearl Harbor et le 11 septembre 2001. Après une parenthèse due à la guerre du Vietnam ayant nourri l'aspiration à une « gouvernance mondiale », la leçon de Munich demeure un paradigme dominant. En Europe il semble que les souffrances des deux guerres dépasse les leçons des mécanismes ayant conduit à la deuxième guerre mondiale.

La pensée américaine est définitivement ambivalente sans générer pour autant des contradictions : La croyance en la perfectibilité de l'homme ne s'oppose pas à l'usage de la force des armes, par réalisme mais aussi pour imposer certaines règles juridiques régulant le comportement des nations.

Selon Kagan, le problème n'est ni dans la volonté des Américains, ni bien sûr dans les capacités mais plutôt dans la tension morale inhérente à l'actuelle situation internationale : les Etats-Unis adoptent des comportements contraires au système de valeurs européen, par le refus dans certains cas des conventions internationales lorsqu'elles limitent leur capacité à combattre. Il en va ainsi des conventions bilatérales que passent les Etats-Unis avec de nombreux pays pour protéger leurs troupes contre des plaintes devant le tribunal pénal international. Les Américains militent pour le contrôle des armements mais pas nécessairement les leurs.

Peu d'européens, et c'est bien compréhensible, reconnaissent un côté avantageux de cette attitude à double lecture, pour le monde occidental.

Pour Kagan, ce problème d'une politique étrangère perçue comme hors-la-loi, ne tient pas dans la personnalité du président Georges.W.Bush, mais constitue au contraire la solution d'un problème systémique.

214. La nécessité de ménager l'allié outre-atlantique

a) Le constat d'un clivage réel

Cet unilatéralisme favorisé par la faiblesse militaire, politique et, selon l'Amérique, morale, de l'Europe, représente potentiellement une rupture ou au moins un regain de tension entre les deux rivages de l'Atlantique.

Le risque d'une situation révélée par le bras de fer diplomatique du premier trimestre 2003 à l'occasion de la question irakienne, est que l'Europe soit réduite à une question secondaire pour les Etats-Unis. Cette perspective effrayante selon de Gaulle en réaction aux déclarations de Roosevelt, serait une source d'affaiblissement pour l'occident. La réponse serait un rapprochement soutenu par un effort accru de l'Europe pour accroître ses capacités militaires, même si la crainte d'une hégémonie militaire ou la nostalgie d'une puissance nationale peuvent paradoxalement en constituer les moteurs principaux. Le gouvernement Bush doit de son côté s'affranchir de l'hostilité de façade, de l'arrogance d'un Donald Rumsfeld, voire la suspicion d'un gouvernement qui fait la sourde oreille aux propositions alliées après le 11 septembre pour participer à la guerre en Afghanistan, ou encore le refus de saisir le soutien de l'OTAN autorisé par l'article V de la charte.

b) Une volonté partagée d'apaisement nécessaire :

Un peu de compréhension, de confiance réciproque, de générosité d'esprit auraient permis de manifester un respect plus grand pour le multilatéralisme et le recours au droit international et donc d'accumuler un certain capital politique à moindre coût. Paradoxalement, cette voie ouvre pour les Etats-Unis des libertés de manœuvre plus durables. Les pères fondateurs eux-mêmes appelaient « un respect de bon aloi pour l'opinion du genre humain ». Le leadership exige non seulement de l'engagement, mais aussi de la cohérence de la part des Etats-Unis, pour chaque élément du spectre « paix-tension-crise-guerre ».

Surtout, la disparité des puissances qui aboutissent à des positions divergentes ne doit pas occulter la communauté de valeurs occidentales, grâce à un effort de compréhension mutuelle.

22. L'intérêt national américain

L'absence de menace idéologique ou stratégique dominante donne aux nations la liberté de mener des politiques étrangères de plus en plus fondées sur l'intérêt national. Dans un système international dominé par les Etats-Unis, où cohabitent des Etats-continentaux (Europe, Chine, Inde, Russie) et une multiplicité d'Etats secondaires, l'ordre devra surgir de la conciliation et de l'équilibre d'intérêts nationaux concurrents. La difficulté pour le gouvernement des Etats-Unis consisterait moins à trouver la puissance pour servir les intérêts de l'Amérique que de définir l'intérêt national à défendre au moyen de la puissance américaine.

221. L'intérêt national américain fragilisé par une crise identitaire , ou en constante recherche d'une définition ?

a) La disparition de l'identité nationale ?

Né de la complexité géopolitique du monde de l'après-guerre froide, le débat afférent à l'intérêt national américain résulte d'un environnement différent marquant la fin d'une histoire, intégrant selon Samuel P. Huntington , une opposition bipolaire entre nations riches et pauvres, le retour vers des politiques de puissance traditionnelles, la prolifération de conflits ethniques confinant à l'anarchie, le « clash des civilisations », et la confrontation de forces opposées d'intégration et de fragmentation. Dominique Moïsi prédisait très tôt après la chute du mur de Berlin la substitution d'une « multiplicité de conflits hautement probables » au risque terrible mais peu probable d'affrontement est-Ouest. Ces tendances, qui se confirment et façonnent le nouvel échiquier géopolitique, sont sources de confusion et d'incertitude dans la définition de l'intérêt national américain. Cet intérêt national suppose préalablement une vision communément admise de la nation : l'intérêt national découle, aux Etats-Unis plus encore qu'ailleurs, de l'identité nationale.

Première composante essentielle de l'identité, la culture héritée des valeurs et institutions des premiers pionniers, originaires d'Europe de nord, principalement de Grande-Bretagne, et de confession chrétienne, en majorité protestante, comprenait la langue anglaise, les traditions relatives au lien entre l'état et l'église et la place de l'individu dans la société. L'intégration à cette culture des noirs américains fut progressive et leur assimilation partielle. Sans en altérer fondamentalement la nature, les différentes vagues d'immigration la firent évoluer dans la continuité selon Michael Lind, qui distingue trois influences principales : anglaise (1789-1861), européenne (1875-1957) et multiculturelle (1972 à nos jours).

La deuxième base fondamentale, désignée par Gunnar Myrdal comme « le crédo américain » recouvre les valeurs et principes universels de liberté, égalité, démocratie, constitutionnalisme, libéralisme, influence du gouvernement limitée et liberté d'entreprendre, dont la reconnaissance consensuelle constitue le ciment de l'identité américaine plus que n'importe quelle idéologie.

La perte de l'autre, la disparition de l'ennemi contre lequel se construit le sentiment identitaire :

L'hypothèse défendue par Huntington repose sur le constat de bouleversements sociaux, intellectuels et démographiques de la société américaine, facteurs de dilution de l'identité nationale. Faute de parvenir à définir l'intérêt national, les intérêts commerciaux intérieurs et les intérêts ethniques par delà la nation ont progressivement pris une position dominante sur la politique étrangère des Etats-Unis.

L'affaiblissement de la base identitaire liée aux principes fondamentaux s'explique intrinsèquement par la nécessité de l'existence d'un « ennemi de la liberté », d'une Némésis diabolisée et constituant une menace contre ces principes structurants : Tour à tour la Grande-Bretagne, puis l'Europe, l'Allemagne Nazi et l'union soviétique incarnèrent cette opposition au système de valeurs fondamentales des Etats-Unis. Pendant la guerre froide, toutes les initiatives de politique étrangère ou même intérieure étaient subordonnées à l'objectif supérieur d'endiguement et de lutte contre le communisme, véritable « étoile du nord de la politique étrangère américaine » selon Joseph Nye : programme d'aide greco-turque, plan Marshall, OTAN, guerre de Corée, armes nucléaires et missiles stratégiques, aide pour l'étranger, opérations de renseignement, ouverture des frontières commerciales, programme spatial, alliance pour le progrès, alliances militaires avec le Japon et la Corée, soutien d'Israël, déploiements militaires outre-mer, effort militaire durable sans précédent, guerre du Vietnam, politique d'ouverture vers la Chine et soutien des mujahideen afghans et autres oppositions armées anticomunistes.

Le conseiller de Gorbatchev, Georgiy Arbatov exprimait le commentaire suivant à la fin des années 1980 : « Nous sommes en train de vous causer un préjudice terrible, nous vous privons d'un ennemi. » Il est admis par les psychologues comme par le sens commun que l'existence d'un ennemi commun peut souvent aider à promouvoir la cohésion et le sentiment identitaire, commun au peuple et au gouvernement américains. La montée de l'opposition au gouvernement fédéral, symbole de l'identité et de l'unité nationales, peut constituer une première conséquence de la disparition de l'ennemi hors des frontières. Avant le 11 septembre

2001, ni Saddam Hussein, ni le fondamentalisme islamique de menace trop diffuse, ni la Chine ne suffisent à combler ce vide.

Confrontée aux forces intérieures centrifuges vers plus d'hétérogénéité, de diversité, de multiculturalisme, de division ethnique et raciale, la nation américaine peut avoir besoin d'un autre auquel s'opposer pour maintenir son unité.

La fin des effets liés à la guerre froide a coïncidé avec deux courants qui traversent la société américaine : la modification de nature de l'immigration et l'influence croissante du multiculturalisme.

Selon Huntington, l'immigration, très majoritairement originaire d'Amérique latine et d'Asie depuis la fin des années 1960, modifie l'équilibre ethnique, religieux et racial de la population américaine. Par le passé, l'intégration des immigrants renouvelait la société dans le respect de la langue anglaise, des principes du « crédo américain » et de l'éthique protestante, les nouveaux immigrés aspirant à se fondre dans le courant principal.

Le multiculturalisme nie le principe même d'une culture commune, dénonçant l'assimilation des cultures ethniques, raciales ou communautaires : le droit des groupes, en terme de race, de genre, d'ethnie ou de préférence sexuelle, se substitue aux droits de l'individu, touchant le cœur du crédo américain. La promotion de la diversité, préférée à celle de l'unité, peut conduire à mettre en avant l'identité ethnique avant l'identité nationale. La logique d'une nation réellement multiculturelle mettrait l'identité et l'unité Américaines sous la dépendance d'un consensus permanent sur l'idéologie politique.

b) A la recherche de l'intérêt national

L'intérêt national, bien commun justifiant le prix du sang et l'effort financier de la nation, est toujours aux Etats-Unis la combinaison de préoccupations sécuritaires et matérielles d'une part, et d'exigence éthique et morale d'autre part. Il en était ainsi de la guerre du Golfe destinée à préserver l'accès aux ressources pétrolières et s'opposer aux visées hégémoniques d'un dictateur sur le Koweït. La guerre froide relevait d'une lutte contre une menace à la sécurité nationale et contre le communisme.

Mais qu'elle politique étrangère conduire pour défendre quel intérêt national après la guerre froide ? Cette recherche de définition de la politique étrangère américaine conduisait en 1996 la Commission sur l'intérêt national Américain (CANI) à identifier cinq intérêts vitaux : prévenir les Etats-Unis contre toute attaque par arme de destruction massive, prévenir l'émergence de toute puissance hégémonique en Europe ou Asie, et de puissance hostile aux frontières des Etats-Unis ou pour le contrôle des mers, prévenir l'effondrement du système mondial de commerce, des marchés financiers et ressources énergétiques et de

l'environnement, et assurer la survie des alliés de l'Amérique. Mais à l'exception de la menace de terrorisme nucléaire et de la menace de l'émergence d'une Chine puissante en Asie, les appels pour promouvoir la démocratie dans le monde et les efforts des néo-conservateurs pour accroître les dépenses de défense se heurtent à la question de l'utilité du leadership et repose sur l'assertion parfois démentie que les problèmes du monde rejoignent ceux de l'Amérique. Dès lors, une certaine forme de retour vers l'isolationnisme s'expliquerait par le sentiment que tout désordre dans le monde, pour malheureux qu'il soit, ne relève pas nécessairement de l'intérêt national Américain et n'implique pas la responsabilité d'intervenir. Ce risque semble être écarté au moins tant que le souvenir du 11 septembre 2001 n'aura pas été effacé par un revers hors des frontières ou des difficultés économiques jugées prioritaires par l'opinion publique.

c) La promotion des intérêts commerciaux et ethniques.

L'absence de définition consensuelle et évidente de l'intérêt national ne conduit pas nécessairement à un retour à l'isolationnisme, l'Amérique restant sous l'ère Clinton impliquée dans la gestion des affaires du monde pour la défense des intérêts commerciaux et même ethniques, avec pour objectif premier de cette « diplomatie commerciale » la promotion des exportations américaines, bien avant les droits de l'homme, la démocratie, la recherche des alliances et de l'équilibre de puissance, le contrôle des exportations de technologie...

Cette primauté de l'intérêt économique relevant par essence de la politique intérieure se double de la promotion d'intérêts ethniques généralement transnationaux. Huntington y voit l'influence croissante de groupes ethniques en relation avec leur pays d'origine, « la culture ayant supplanté l'idéologie comme moteur de comportement au sein des populations des diasporas : soutien financier du pays natal, actions de lobbying vers la nation d'accueil... » James R. Schlesinger trouve dans ce phénomène une des causes de « l'incohérence de la politique étrangère américaine », qui ressemble moins à celle d'une grande puissance traditionnelle et plus à un agglomérat d'objectifs mis en avant par des groupes de pression. Certains soulignent cependant l'effet bénéfique d'exportation des valeurs américaines dans ces pays d'origine. La primauté des considérations de politique intérieure sur la politique étrangère s'oppose à toute stratégie consciemment élaborée pour la défense de l'intérêt de la nation, unie et indivisible.

222. Attractivité et pouvoir de répulsion de la puissance américaine.

A mesure qu'augmente le nombre d'Etats et leur capacité d'interaction, la puissance actuelle de l'Amérique est à la fois sans précédent mais plus diffuse et difficile à exercer. Si

l'exceptionnalisme américain reste au cœur d'une politique étrangère de type wilsonien, les préceptes (sécurité collective, conversion au modèle culturel américain, système juridique international, soutien à l'autodétermination des peuples) se révèlent de moins en moins applicables.

a) Une puissance dépassant le seul pouvoir exécutif

Un paradoxe demeure plus d'une décennie après la fin de la guerre froide quand au respect de la puissance américaine : d'un côté, la nation est la seule superpuissance, économique, culturelle, technologique et militaire. Dotée de la seule force militaire capable d'agir efficacement en tout point du globe, elle dépense plus pour sa défense que toutes les puissances régionales réunies. L'influence américaine d'un autre côté n'est pas à la mesure de sa puissance, de nombreuses nations quelle qu'en soit l'importance résistent de plus en plus à la volonté des Etats-Unis, capables de s'opposer à n'importe quelle action internationale majeure mais dans l'impossibilité d'imposer ses vues aux autres pays.

Ce fossé apparent entre la puissance potentielle et l'efficacité de sa politique étrangère tient en partie de la faiblesse relative de son gouvernement, traditionnellement peu maître de ses dépenses lorsqu'il n'est pas politiquement majoritaire au congrès (situation enviable de l'actuelle administration républicaine). Même en matière de défense, où la sphère privée préside aux avancées technologiques et influence les grands choix d'équipement, le gouvernement exerce un contrôle très relatif sur sa puissance, comparativement à d'autres nations.

b) Une puissance de nature différente

La deuxième raison résulte du changement de nature de la puissance américaine. Puissance mondiale, l'Amérique procéda dans les années 50 et 60 en étendant une présence militaire, économique, et politique sur une grande partie du monde. Au cours d'une deuxième phase, cette hégémonie se transforma d'une puissance en expansion en puissance d'attraction. Depuis les années 90, malgré ses exportations de biens, produits alimentaires, de technologie, de culture et d'idées, elle est devenue le premier débiteur au monde et attire immigrants, matière grise, hommes d'affaires vers le marché américain. L'évolution du rapport entre les flux monétaires entrant et sortant est significative : d'un ratio de 1 pour 10 au milieu des années 60, la balance s'est équilibrée au début des années 90. Cette « puissance douce » d'attraction selon Joseph S. Nye est unique aujourd'hui, mais correspond typiquement à une deuxième phase d'évolution d'un empire. Ce pouvoir de fédérer les énergies apparaît clairement lors de la crise du golfe persique, le secrétaire d'Etat américain collectant au cours

de sa tournée préparatoire à l'intervention armée près de 90% de l'effort de guerre, comportement digne d'un empire, interprété alors par certains à tort comme un signe de déclin. La comparaison avec les difficultés actuelles de financement de la campagne anglo-américaine en Irak est autrement plus inquiétante, puisque la situation justifie même la présentation par le président W.Bush devant le congrès d'une demande de rallonge financière de près de 73 milliards de dollars pour financer l'entretien des forces, le remplacement des munitions, sans compter la facture liée aux promesses d'aides aux pays voisins, nécessaires à l'octroi au profit de la coalition de facilités, très impopulaires dans ces mêmes pays. Cette dépense, qui excède de beaucoup la facture annuelle américaine d'aide au développement au profit de l'étranger, est vraie concentrée sur quelques pays, démontre en creux à quel point l'influence américaine a changé de nature, par une sorte d'inversion du phénomène : les Etats-Unis apparaissent moins présents à l'étranger en terme d'investissement et de déploiements permanents de forces mais sont devenus une arène de référence quasi-incontournable.

Le corollaire réside dans l'accroissement des efforts financiers, de lobbying ou de relations publiques, de nombreuses nations étrangères - desquelles la France semble étonnamment absente - pour influencer le processus décisionnel des Etats-Unis. Huntington souligne à ce sujet l'influence étrangère croissante et incontestable sur les élections américaines. La logique de ce mode d'investissement particulier suppose d'une part une certaine efficacité sur l'affectation des dépenses qui soit profitable au donateur, mais aussi que les décisions gouvernementales américaines aient un impact sur les peuples et intérêts de tous les autres pays à l'heure de la mondialisation des échanges et de l'interpénétration des économies. Outre la bonne compréhension du système décisionnel américain, ces politiques d'influence de la part de puissances essentiellement régionales, supposent la reconnaissance implicite d'une hégémonie « impériale », même bienveillante. Si on peut admettre une certaine forme d'équilibrage résultant de pressions contraires, ce phénomène favorisé par le système démocratique américain ne concourt pas à la structuration rationnelle d'une politique étrangère cohérente.

223. L'existence d'un intérêt national unique est-elle illusoire, comme semble le démontrer l'histoire nationale ?

a) L'explication démocratique :

Peter Trubowitz met au défi les historiens des années 1890, 1930 ou 1980, de mettre en évidence un intérêt national unique permettant d'expliquer la politique étrangère américaine et fait le constat de la sempiternelle incapacité de la nation à obtenir un consensus national sur

les objectifs internationaux. La confusion serait de règle, la guerre froide constituant une exception notable, même si la guerre du Vietnam est venue rompre cette cohésion nationale.

Selon Joseph S. Nye, aux cinq intérêts vitaux énoncés par la commission CANI et susceptibles de justifier un usage unilatéral de la force, on peut ajouter les intérêts humanitaires et économiques, tout aussi importants. La difficulté, avant le traumatisme du 11 septembre 2001, résulte de la complexité de la chaîne causale entre un événement sur la scène internationale et l'intérêt national américain. Même lorsqu'elle semble s'imposer aux experts de politique internationale ou en matière de défense, une menace n'apparaît pas objective nécessairement à l'opinion publique américaine. L'impossibilité de définir l'intérêt national serait donc intrinsèquement liée au fonctionnement démocratique du pays, sans qu'il soit possible de corrélér légitimement cette difficulté structurelle et constante, à l'évolution de nature de la population américaine ou à l'activisme de tel ou tel groupe de pression servant des intérêts étrangers et catégoriels. La politique étrangère, au travers de ce prisme démocratique, exige donc un effort pédagogique de clarification qui nécessite davantage l'implication des autorités politiques que celle des experts géopolitiques, pour définir et faire partager des priorités pour la conduite des relations internationales. A mi-chemin entre isolationnisme et interventionnisme, l'opinion publique doit être éclairée pour légitimer toute politique étrangère.

b) L'influence de l'ère de l'information :

- Les relations transnationales étrangères à la sphère gouvernementale.

Comment s'exerce la puissance, dont on a vu le rôle essentiel dans la pensée stratégique, à l'ère de l'information ? Si une vision multipolaire du monde ne peut raisonnablement traduire l'hégémonie d'une « hyperpuissance », les Etats-Unis, le modèle unipolaire est tout aussi imparfait, car il surestime les possibilités réelles de l'Amérique à imposer ses vues et intérêts aux autres nations. Joseph S. Nye construit un modèle tridimensionnel de la puissance pour étayer ce constat : Au sommet, l'étage militaire, unipolaire tant la domination américaine est incontestée dans ce domaine; au milieu, la plate-forme économique, multipolaire avec les deux tiers de la richesse mondiale produite par les Etats-Unis, l'Europe et le Japon ; mais le socle, siège des relations transnationales qui échappent au contrôle des gouvernements, constitue une matrice de transmission de puissance très diffuse, qui concourt à complexifier l'expression des politiques étrangères nationales.

Les Etats-Unis exercent une puissance prépondérante, à défaut d'une domination sans partage. Elle reste la nation « indispensable » pour reprendre l'expression célèbre de la secrétaire d'Etat Madeleine K. Albright.

- l'importance croissante des formes douces de puissance (« soft power »).

A la différence de la puissance « dure » bâtie sur l'économie et les capacités militaires, le pouvoir d'attraction culturel et idéologique, source de promotion des valeurs américaines, voit son importance accrue à l'ère de la mondialisation de l'information. Dans un monde dérégulé, les acteurs non-gouvernementaux et les marchés mondiaux jouent un rôle essentiel. L'interpénétration des économies diminue l'influence de la politique étrangère : qu'elle serait la portée de sanctions financières décidées par le département d'Etat contre la France en rétorsion contre ses positions diplomatiques opposées à la guerre en Irak, à défaut de pouvoir nuire au partenaire européen et aux propres intérêts américains ?

La faible maîtrise par les gouvernements de ces formes de puissance ne les rend pas moins profitables aux intérêts de l'Amérique, en raison de son avance technologique et de la force de sa démocratie. L'information ne menace pas les démocraties alors qu'elle fragilise les régimes politiques autoritaires, dans l'impossibilité d'interdire totalement à leurs nationaux l'accès à Internet ou au commerce mondial.

Inversement, l'opinion publique pèse un poids beaucoup plus contraignant sur les décisions de politique étrangère et la médiatisation omniprésente et immédiate de l'actualité internationale ôte aux décideurs toute possibilité de recul par rapport aux événements et à leur publicité. Une pression médiatique intense sur un fait ou une région donnée peut modifier l'ordre des priorités des préoccupations de politique étrangère américaine. Cette médiatisation qui ignore les frontières peut aussi générer des effets pervers sur la stabilité des communautés nationales. Comment ne pas faire le parallèle entre la popularité des mouvements anti-mondialisation et l'anti-américanisme croissant au sein de certaines populations, y compris au sein des alliés traditionnels de l'Amérique. Le revers de la transparence du village planétaire est la prise de conscience des inégalités. Les médias font caisses de résonance aux situations conflictuelles qui s'imposent dès lors d'une manière accrue aux acteurs étatiques, et donc à la superpuissance Américaine, indépendamment de ses intérêts supposés.

- Une logique décisionnelle bouleversée en politique étrangère.

Il est possible d'adopter par souci de simplification la classification ternaire des menaces à la sécurité des Etats Unis (William Perry et Ashton Carter), sous la forme de nations d'une liste « A » dangereuses pour sa survie, d'une liste « B » susceptibles d'attenter à court terme à ses intérêts, et d'une liste « C » de nature à menacer indirectement la sécurité ou les intérêts américains. A l'URSS d'hier succéderait certainement sur la liste « A » le terrorisme islamique aujourd'hui et la Chine probablement demain. La logique de priorité risque d'être

bouleversée par une logique médiatique selon des critères émotionnels ou humanitaires, aux dépens de questions peut-être plus essentielles pour les Etats-Unis.

- L'engagement humanitaire et la défense des droits de l'homme incontournables

Ces domaines ne peuvent être écartés des objectifs de politique étrangère de l'Amérique, à condition d'être justifiés par la satisfaction d'autres intérêts nationaux.

La défense des droits de l'homme est une composante constante de la politique étrangère américaine, les Etats-Unis ayant été rarement séduits par la « realpolitik ».

Il convient néanmoins de rappeler que cette vérité a souffert quelques exceptions pendant la guerre froide par souci d'efficacité de la lutte contre le communisme. L'administration américaine semble toujours atteinte d'aveuglement temporaire lorsque l'intérêt stratégique contraire prévaut, pour ménager des alliés utiles ou des objectifs de long terme. Citons le soutien de la Turquie, potentiellement remis en cause par la crise de confiance liée à l'intervention en Irak, les relations encombrantes à l'heure de la lutte contre le terrorisme international avec la dynastie saoudienne, l'attitude ambiguë face à la Corée du Nord, et la prudence des condamnations des violations de droits de l'homme en Chine...

L'influence des médias confère une importance nouvelle à l'enjeu humanitaire au sein des sociétés démocratiques. Elle en définit paradoxalement les limites dans la mesure où la médiatisation de situations complexes et difficilement maîtrisables, notamment en Afrique, non seulement ne plaide pas pour l'interventionnisme, mais peut conduire au retrait de forces américaines lorsque les premiers cadavres de « boys » apparaissent sur l'écran cathodique. Le fiasco de l'intervention en Somalie « Restore Hope » prouve qu'une intervention humanitaire désintéressée ne justifie pas le prix du sang dans l'opinion publique américaine si elle n'est pas soutenue par un intérêt national majeur. Une des conséquences imprévues de l'échec de l'opération en Somalie a été l'incapacité américaine à prévenir le génocide au Rwanda en 1994 : L'administration Clinton a tellement tergiversé pour donner suite à la demande française de résolution onusienne pour autoriser une intervention armée au Rwanda en 1996 que la détérioration de la situation a rendu hasardeuse et donc inopportune une telle démarche. Les partisans d'interventionnisme maîtrisé dans le champs humanitaire plaident pour l'emploi d'un éventail large de mesures, comprenant condamnations, sanctions à l'encontre d'individus ou des nations, et usage gradué de la force.

c) Les solutions :

Le risque d'affaiblissement de la volonté nationale doit être combattu selon Samuel P.Huntington grâce à une politique étrangère limitée et recentrée sur les intérêts essentiels de la nation américaine. Cette vision de l'intérêt national américain ne conclut pas à la nécessité

de tirer parti du « moment unipolaire » né de l'effondrement de l'hydre soviétique à tout prix, et fait le pari d'économiser énergies et richesses de la nation en prévision d'enjeux à venir.

L'affaiblissement de la volonté nationale de s'investir dans la sécurité du monde, la défense des alliés, la protection des petites nations contre des agressions, la promotion des droits de l'homme et de la démocratie ou encore le développement économique et social du tiers monde, conduirait à une perte de crédibilité des Etats-Unis, jugés incapables de mettre en application leurs promesses. Plus qu'une stratégie cohérente, qu'une vision à long terme de politique étrangère, l'alternative à ce repli sur soi qui résulterait d'une dilution de l'intérêt national, consiste en la limitation de l'éparpillement des ressources dépensées en fonction d'objectifs secondaires pour la nation, au profit d'un recentrage sur les intérêts essentiels derrière lesquels le peuple américain puisse se retrouver.

La conjonction d'une menace sécuritaire et d'un défi moral est nécessaire pour rallier la nation américaine derrière la bannière étoilée : Cette épreuve imposée avec surprise et effroi aux Etats-Unis est intervenue le 11 septembre 2001 sous la forme du terrorisme islamique, apportant la guerre sur le territoire américain pour seulement la quatrième fois de son histoire.

224. La nécessité de maintenir l'ordre international : plaidoyer pour un engagement multilatéral.

a) Les Etats-Unis, premier bénéficiaire d'un engagement dans tous les domaines

En raison de la position dominante de la puissance américaine, qualifiée de « statu quo power » par Joseph S.Nye, les Etats-Unis ont pour intérêt premier de maintenir l'ordre international, en dehors de leurs frontières extérieures. A l'heure de l'économie intégrée à l'échelle mondiale, les américains se doivent de développer des capacités d'influence des organisations et gouvernement non seulement sur des questions telles que la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, les drogues, mais aussi pour le partage des ressources et la protection de l'environnement. L'efficacité d'une diplomatie économique agressive du gouvernement américain, jugée redoutable par les européens, fait apparaître en creux les domaines où cette puissance ne s'exprime pas pleinement.

Par exemple, le rôle de gestionnaire des ressources énergétiques à l'échelle mondiale est d'ores et déjà une réalité. Pourtant, les Etats-Unis représentent en la matière un modèle « normal », mis à part le volume de sa consommation énergétique : le pétrole couvre moins de 40% de ses besoins, correspondant au quart de la demande mondiale. L'énergie importée peut être évaluée à 25% de ses besoins importés, ce qui n'excède pas 3% en valeur des

exportations de produits manufacturés. Pour autant, l'Amérique reste la première bénéficiaire du libre accès aux ressources et de la liberté de circulation des flux énergétiques.

Cette exigence sécuritaire a un coût que le citoyen américain peut rechigner à payer, mais il est illusoire d'espérer entretenir une superpuissance au rabais. Si le principal bénéficiaire d'un ordre mondial ne fait pas un effort significatif pour consacrer énergie et richesses à sa préservation, les bénéficiaires secondaires que sont les puissances régionales ne le feront pas.

Il est compréhensible pour exercer une influence sur la scène mondiale à la mesure de son hégémonie économique et militaire de devoir entretenir la présence de forces américaines sur les théâtres stratégiques d'Europe et d'Asie, mais aussi dans le Golfe persique, le Moyen-Orient concentrant à la fois les ressources énergétiques et malheureusement le plus fort potentiel de conflits.

b) Un renforcement des institutions internationales de régulation

Parallèlement, les Etats-Unis doivent résister à toute tentation de protectionnisme en renforçant les institutions internationales de régulation d'un marché mondial ouvert comme le Fond Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce ou la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement. A long terme, la croissance économique sert non seulement les Etats-Unis mais plus largement la démocratie.

c) Le respect des lois internationales

Le corollaire de l'exportation de la démocratie, que les Américains appellent de leurs vœux, est l'importance de la légitimité de la puissance américaine, contestée avec une force et une violence dont les citoyens américains commencent à peine de prendre conscience. A l'ère de l'information, la légitimité de la politique étrangère passe par le respect des lois et institutions internationales. Cette conception multilatérale de l'exercice d'une puissance unipolaire qu'aucune autre nation n'est en mesure de contester durablement, sert à long terme les intérêts Américains, même si elle diminue de fait la marge d'initiative de l'administration actuellement aux commandes.

La consolidation des institutions internationales malgré leurs défauts originels (inertie, lenteur, inefficacité à mettre en œuvre ou imposer des décisions...), mériterait d'être inscrite au chapitre « A » des priorités stratégiques des Etats-Unis. Elle est d'autant plus nécessaire au maintien d'un ordre mondial, que l'érosion des modèles séculaires de souveraineté nationale semble s'accélérer, dans les faits puisque les frontières nationales sont traversées par des forces transnationales qui échappent au contrôle des nations, mais aussi d'un point de vue juridique, avec la création de la cour pénale internationale ou encore les sanctions

économiques ou actions coercitives autorisées par des résolutions de l'ONU, à l'encontre d'Etats jugés coupables d'actions indignes contre leurs voisins ou leur propre population.

Malheureusement, à une époque où l'Amérique devrait rechercher l'engagement direct et actif de ses partenaires, elle semble plutôt encline à célébrer sa propre puissance à travers un unilatéralisme et un engagement objectivement limités. Or les européens et la plupart des autres pays préconisent un engagement en trois volets équilibrés : relations diplomatiques, action militaire, aide et développement.

23. Le renouveau de l'unilatéralisme américain

231. Un monde « uni-multipolaire »?

La nouvelle dimension de la puissance dans un monde « uni-multipolaire » selon la formule de Samuel P. Huntington, va-t-elle entraîner la superpuissance américaine vers un isolement dangereux, si elle se montre incapable de parvenir à l'équilibre difficile entre l'exercice de la force et recherche de légitimité dans sa politique extérieure ?

La politique étrangère est traversée par deux courants fondamentaux : la reconfiguration selon des lignes directrices culturelles et de civilisations (« le clash des civilisations ») et la refonte du monde selon une structure émergente nouvelle, issue de la lutte pour la puissance, de nature « uni-multipolaire » ; une superpuissance, qui s'impose à des puissances régionales majeures dans tous les domaines, économique, militaire, diplomatique, idéologique, technologique et culturel, a seule les capacités de défendre ses intérêts partout dans le monde.

Si ce constat reconnaît évidemment l'existence d'une « hyperpuissance » sortie vainqueur de la guerre froide, le monde n'est pas pour autant unipolaire, en raison de la persistance à un premier niveau de puissances majeures, indépendamment de leur faiblesse militaire conventionnelle, et de la nature nouvelle de la puissance de l'empire Amérique. A un second niveau régional, d'autres puissances secondaires viennent contester l'influence des puissances régionales : Grande-Bretagne et couple franco-allemand, Ukraine et Russie, Japon et Chine, Pakistan et Inde, Arabie Saoudite et Iran...La scène internationale n'est donc pas non plus multipolaire, comme le fut l'Europe pendant des siècles.

Si la dynamique de compétition d'un système bipolaire renforce la stabilité mondiale, le monde dépeint par Huntington est instable structurellement, les Etats-Unis ayant un intérêt évident à transformer leur environnement vers un monde Unipolaire sous domination unique, et les puissances régionales tendant vers un équilibre multipolaire de la puissance.

Ce double sentiment contraire de peur d'une stratégie d'hégémonie mondiale des uns, et de frustration des Etats-Unis à ne pas parvenir à cet objectif naturel, constituerait la promesse d'un 21^{ème} siècle uni-multipolaire et la clé des relations internationales actuelles.

232. La tentation d'une politique étrangère unilatérale

a) La tendance américaine à agir comme si le monde était unipolaire :

La tentation d'une politique étrangère unilatérale est en fait contrebalancée par une impossibilité à assumer une attitude impérialiste.

L'universalisme américain se nourrit de la certitude sincère de représenter le modèle à suivre, notamment dans le domaine économique. La « nation indispensable », qui « se tient droit et voit plus loin que les autres », pour reprendre l'image de Madeleine K. Albright, a certes le pouvoir de faire obstacle à toute politique de puissance régionale. Ce statut suppose le comportement vassalisé des autres nations majeures et sous-entend intrinsèquement une sagesse dans la conduite de sa politique étrangère, qui reste à démontrer. Or, les déclarations réitérées par les présidents successifs avec une certaine constance pour exalter le triple credo de l'unicité, des valeurs et de la puissance de l'Amérique, tendent à modifier l'exercice de cette domination réelle sur les autres en domination avec les autres... à l'image d'une Europe qui ne se construirait pas sans, voire contre, les Etats-Unis, mais avec les Etats-Unis. Cette réalité sans précédent dans l'histoire des empires trahit une spécificité des principes fondamentaux du peuple américain qui traversent la politique étrangère.

b) Une perception unilatérale de la politique étrangère des Etats-Unis

Des décisions américaines expliquent néanmoins au cours de la dernière décennie une perception unilatérale de la politique étrangère américaine : ingérence dans des pays souverains pour imposer valeurs américaines, principes démocratiques et respect des droits de l'homme ; politique d'opposition par la contrainte contre des politiques d'armement susceptibles de diminuer la supériorité militaire américaine, classement des nations selon des paramètres ou « listes » non seulement arbitraires mais aussi fluctuants dans la durée, malgré l'apparente universalité des critères invoqués (terrorisme, droits de l'homme, prolifération nucléaire, drogues ou encore liberté religieuse) ; promotion des intérêts américains au travers du marché ouvert ou de pressions sur l'ONU et le FMI ; imposition à des pays tiers de règles profitables aux Etats-Unis, ou encore intervention armée sans résolution de l'ONU (deuxième guerre d'Irak). Plus encore que l'objectif de se débarrasser de Saddam Hussein et du parti Baas, c'est la motivation affichée en paravent de détruire des armes de destructions massives qui constitue la principale maladresse. Si on ajoute au contentieux diplomatique avec

l'Europe, le manichéisme démontré par l'administration républicaine à cette occasion (être avec ou contre l'Amérique sans compromis possible) et l'unité européenne fragilisée (couple franco-allemand et Belgique contre les huit pays européens, membres et candidats, auteurs de l'appel de Vilnius), il est facile de comprendre la logique de la crise récente. Elle devrait même survivre à la guerre si on tient pour importante la récente décision du congrès de sanctionner certains Etats en leur interdisant tout droit à participer à la reconstruction irakienne, que britanniques et français souhaitent confier à l'ONU, jugée « mal équipée » par C.Powell...

c) Sanctions économiques et intervention militaire :

La sanction économique et l'intervention armée sont les deux outils privilégiés par le gouvernement américain.

- Les sanctions économiques, souvent jugées contre-productives à l'encontre de pays non démocratiques, présentent en outre l'inconvénient d'être parfois contournées et d'une efficacité relative à l'ère d'une économie mondialisée. Contraindre une nation revient à appauvrir un Etat et parfois à affamer un peuple. En outre, le risque est grand de favoriser un resserrement national autour du chef, quelle que soit sa popularité réelle. Cette remarque vaut pour Fidel Castro, Slobodan Milosevic et surtout Saddam Hussein. Le résultat doit donc être tangible pour que soit conservé durablement le soutien de l'opinion publique américaine.

- L'efficacité de l'intervention américaine, autorisée par la puissance militaire et l'avance technologique incontestée, suppose une triple condition préalable pour garantir un bénéfice durable : premièrement la légitimité résultant du droit international, principalement du conseil de sécurité de l'ONU quelles que soient les manifestations d'irritation des faucons du gouvernement de Georges W.Bush, ensuite la participation et le soutien des alliés tant sur le plan militaire, financier que diplomatique, et enfin un nombre de morts, américains ou même du pays combattu, qui soit proportionné à l'enjeu à défendre ou la menace à écarter.

d) L'absence du socle national pour une politique unilatérale

Les Etats-Unis ne disposent pas d'un socle national qui les autorise à créer un empire en menant une politique unilatérale :

- La population américaine n'a ni le souhait ni la conscience d'appartenir à un empire. Malgré le traumatisme du 11 septembre 2001 et le volontarisme affiché par l'administration républicaine actuellement aux commandes, ni le congrès acquis à la cause présidentielle, ni l'opinion publique américaine ne soutiendrait durablement une politique étrangère américaine belliqueuse qui ferait endosser à l'Amérique seule les risques, la responsabilité, et le coût d'un leadership mondial unilatéral. Cette réalité peut expliquer en partie la rudesse du discours du

président ou de Donald Rumsfeld, la « diabolisation » de l'ennemi incompréhensible pour un esprit cartésien, l'appel à la foi religieuse supposée soutenir la nation (en contradiction avec la position du Vatican), et l'effort diplomatique intense peu couronné de succès qui caractérisent la préparation de l'intervention américaine de mars 2003 en territoire irakien.

Le corollaire de la pensée majoritaire parmi les citoyens américains est le refus de payer le prix du sang lorsque la perception de la menace contre la sécurité nationale n'est pas claire. Il est possible d'interpréter alors l'inconstance de la politique extérieure américaine comme une faiblesse structurelle et de juger velléitaire l'attitude des autorités américaines lorsqu'elles sont confrontées durablement à des obstacles et à des risques majeurs : Bagdad préservée pendant la guerre du Golfe, retrait du Liban après les attentats terroristes de 1982, opération de Somalie avortée en 1993, déclaration du président Clinton de se débarrasser de Ben Laden non suivie d'effets... Cette constante s'est depuis septembre 2001 effacée devant le traumatisme de l'agression, mais ne doit pas être ignorée pour autant.

En outre, il est possible de déduire de l'observation des campagnes électorales pour les élections présidentielles la primauté absolue de la politique intérieure sur les enjeux de politique étrangère. Cette remarque n'est pas propre aux Etats-Unis comme le démontre l'absence de référence à l'Europe dans la dernière campagne présidentielle française. Mais elle prend une signification particulière au sein d'une nation en position centrale dans tous les domaines essentiels à la conduite du monde. Faute d'un intérêt suffisant des citoyens américains pour la conduite des affaires étrangères, dont l'impact serait jugé trop diffus sur leur quotidien, le risque a été pendant de nombreuses années d'un grand décalage entre le discours et sa traduction concrète dans les actes. La conséquence en a été une réputation d'hégémonie virtuelle en quelque sorte, et explique pour partie l'entêtement sidérant des gouvernements autoritaires à refuser la voie diplomatique en pariant sur l'essoufflement de la volonté de l'Amérique. Cette vision égocentrique de la politique américaine explique un unilatéralisme sincère, source d'incompréhension avec ses propres alliés : Pour un citoyen américain, la légitimité, qu'elle soit juridique ou morale, vient essentiellement de l'intérieur. Pierre Hassner, qui note cependant les démentis des sondages d'opinion (majorité favorable à l'approche multilatérale, à la nécessité de soutien de l'ONU et à la ratification du traité instituant la Cour Pénale Internationale), affirme que l'exécutif au pouvoir fonde la légitimité de son action sur « la constitution des Etats-Unis et la volonté du peuple américain et non sur une autorité supérieure, que se soit celle d'une organisation internationale ou d'un droit universel abstrait ».

La perception nouvelle de la menace terroriste constitue néanmoins un tournant réel de l'Histoire, qui fait exception aux traditions rappelées supra, car elle modifie le prisme par lequel la nation américaine détermine sa place et son rôle dans le monde.

233. Une nouvelle politique étrangère américaine après les attentats du 11 septembre 2001.

Il semble que les Etats-Unis s'orientent, selon la formule d'Hubert Védrine, vers un unilatéralisme « pragmatique et utilitaire », en fonction de la perception de la menace, de leurs intérêts et de l'offre des autres nations.

a) L'impact du 11 septembre 2001

Le 11 septembre 2001 a fait date dans l'histoire en saisissant le monde de stupéfaction et d'horreur, par l'étendue des destructions, le nombre impressionnant des victimes, l'audace et la sophistication des terroristes et l'immense résonance médiatique de l'événement. Indépendamment du devenir du monde arabo-musulman et des réactions du système international, l'impact des attentats sur les Etats-Unis s'avère avec plus d'une année de recul, fondamental : La réorientation de la politique étrangère est à la mesure du traumatisme subi par de l'Amérique. Placée au centre du système international, la politique extérieure des Etats-Unis a nécessairement un impact mondial.

Pierre Hassner distingue les conséquences intrinsèques de la puissance, qui autorisent les Etats-Unis à s'affranchir de toute règle multilatérale, des effets du 11 septembre, véritable « tournant unilatéraliste », lequel conduit à refuser d'obéir à aucune autorité supérieure ou collective. Le sentiment de vulnérabilité émerge, et est « amené à son paroxysme par l'attentat contre les deux tours ».

b) Les Etats-Unis ont pris conscience de leur vulnérabilité sur leur propre territoire

Révélation sans précédent que des esprits européens ont du mal à évaluer : Hier continent insulaire protégé par deux océans, l'Amérique apparaît désormais fragile à l'image des autres sociétés démocratiques. Même si les Etats-Unis n'ont pas envoyé de signe de faiblesse en démontrant une forte réactivité tant dans les domaines économiques que de défense, leur puissance financière et militaire étant intacte, ils ont failli en matière de renseignement et de capacité de lutte contre le terrorisme.

Ce constat aurait pu et dû en toute logique, comme l'avait suggéré dès 2001 Jean-François Poncet, tirer de ce constat l'enseignement essentiel d'un besoin de davantage de multilatéralisme. L'Amérique ne se suffisant plus à elle-même dans les domaines directement liés au terrorisme, elle doit s'appuyer pour assurer la défense sur son propre sol

sur la confiance et la coopération avec un vaste réseau d'alliés, animés de préoccupations et d'objectifs communs. Il semble que les espoirs d'un nouveau multilatéralisme, au-delà du recours à l'OTAN et au conseil de sécurité de l'ONU, aient été enterrés par la formule de Colin Powell défendant son budget devant la chambre des représentants : « Nous croyons au multilatéralisme. Mais quand la communauté multilatérale n'est pas d'accord avec nous, nous ne nous réfréons pas de faire ce que nous estimons juste, ce qui est de notre intérêt, même si certains de nos amis ne sont pas d'accord. »

Le renforcement de la citadelle Amérique, pour nécessaire et logique qu'il soit, ne constitue pas la réponse satisfaisante pour maîtriser la menace terroriste. Tout policier expérimenté démontrerait l'extrême difficulté de se préserver des atteintes aux biens ou aux personnes par une stratégie défensive, et l'inefficacité de l'isolationnisme, par ailleurs désormais impossible à mettre en œuvre. La solution se situe résolument dans la surveillance et le démantèlement des réseaux terroristes, dans la coopération accrue en matière sécuritaire sur la base d'échange de renseignements, dans l'accroissement de la réduction des inégalités à l'échelle mondiale et dans l'amélioration de l'image de l'hyperpuissance américaine. Le corollaire est donc une confirmation de la pertinence des capacités militaires et notamment de projection de l'Amérique, mais pas au service d'une politique extérieure unilatérale : Il ne faut pas avoir peur de l'Amérique, mais on peut légitimement craindre les peurs de l'Amérique.

Si les sources de la sécurité américaine se situent sans aucun doute à l'extérieur de ses frontières, la forme que l'administration fédérale donnera à sa stratégie modifiera le paysage international durablement.

c) La doctrine de la guerre préventive.

L'expérience de la vulnérabilité sur son propre sol, nouvelle pour les citoyens américains mais familière aux européens, amène les Etats-Unis à rechercher une sécurité absolue en s'efforçant de détruire leurs adversaires présumés ou réels, par tous les moyens.

Apparu pour la première fois lors du discours de George W. Bush à West Point le 1^{er} juin 2002, le concept de guerre préventive relève de ce même constat d'inadaptation des concepts hérités de la guerre froide aux attaques de réseaux terroristes sans assise territoriale, et vise à porter la guerre chez l'ennemi, avant qu'il ne constitue une menace réelle : dissuasion et endiguement sont inutiles contre les dictateurs et les terroristes islamistes.

Sous l'impulsion de Condoleezza Rice, cette doctrine nouvelle, qui s'inscrit dans une logique d'action préventive très large, diplomatique militaire et policière, semble destinée à tenir une place centrale dans la politique de défense. Elle est au cœur du débat sur

l'exceptionnalisme et l'unilatéralisme de la politique étrangère américaine en posant des questions à la fois morale, juridique et stratégique :

La question morale, centrale dans le débat politique et au sein de l'opinion publique américaine, porte sur la position d'agresseur susceptible d'entraîner une perte de légitimité internationale et d'autorité morale. Conscient des critiques à venir, Georges W. Bush a affirmé dans son discours de West Point que les Etats-Unis agiraient prioritairement pour promouvoir les valeurs traditionnelles « de l'Amérique et des nations civilisées ».

La question juridique porte sur la double incompatibilité de la doctrine préventive avec le droit constitutionnel américain et le droit international. Le sénateur républicain Robert Byrn a ainsi demandé le 21 août 2002 aux experts de droit constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité d'une doctrine permettant à l'exécutif de lancer des opérations préventives sans l'autorisation du congrès. En outre, le droit international ne légitime l'usage de la force qu'en cas de légitime défense ou d'existence d'un mandat de l'ONU. ce qui est contraire aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations unies interdisant la « riposte par anticipation ». Comment Donald Rumsfeld peut-il faire référence pour justifier la pertinence de l'action préventive au bombardement de la centrale irakienne d'Osirak en 1981 par l'aviation israélienne, condamné sans réserve à l'époque par l'administration Reagan ?

Enfin et surtout, au prétexte d'un caractère prétendu bienveillant conformément à l'exceptionnalisme américain, les Etats-Unis s'arrogent le droit d'être juge et partie de la légitimité de l'agression contre un tiers. Cela constituerait un dangereux précédent inacceptable sur la scène internationale, car il n'y aurait plus alors de limite a priori à la contagion de la violence hormis les possibilités du plus fort. C'est évidemment la porte ouverte aux excès, un dictateur pouvant être tenté de frapper en premier sachant qu'il peut faire l'objet d'une agression préventive : une logique suicidaire pour qui recherche la stabilité internationale comme le souligne Jacques Chirac (New York Times le 9 septembre 2002): « à partir du moment où une nation se donne le droit d'agir préventivement, cela veut dire naturellement que d'autres le feront ». De manière générale, la doctrine de guerre préventive déstabilise les relations nationales en diminuant le rôle de l'ONU et du Conseil de Sécurité.

234. Les Etats-Unis sont-ils en voie d'isolement dans le monde ?

a) La représentativité des positions américaines contestée dans le monde :

L'habitude prise par les autorités américaines de s'exprimer au nom de la communauté internationale, comme si le monde était unipolaire, est en décalage croissant avec la réalité des alliances et la psychologie des populations : Tout au plus les américains sont-ils qualifiés

pour parler au nom des gouvernements de Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur certaines questions. Les renversements d'alliances en raison d'intérêts nationaux ou d'opinion publique opposés à la guerre sont venus récemment confirmer cette douloureuse vérité à l'occasion de la crise irakienne : Mettons de côté le cas particulier britannique qui voit le gouvernement Blair, par une fidélité remarquable au lien traditionnel transatlantique, mis en danger au sein de sa propre famille politique en raison de sa détermination à soutenir les Etats-Unis dans leur lutte contre le parti Baas irakien. L'infléchissement de l'opinion publique, observé dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2003, relève à l'évidence du patriotisme, plus fort que la peur de la guerre dès le début du conflit. L'histoire retiendra peut-être une mobilisation exceptionnelle contre la solution militaire défendue par l'administration Bush. Une partie de l'Europe semble avoir entendu « l'appel du large » cher à Churchill. La position française, non seulement opposée à l'intervention armée, mais se découvrant tardivement au début de l'année 2003 un statut de leader de l'opposition diplomatique aux entreprises américaines pour obtenir l'aval de l'ONU, peut surprendre par son inflexibilité. Les formes données au resserrement du couple franco-allemand sur cette question de l'engagement armé contre Saddam Hussein ont moins d'importance que l'élan de sympathie manifesté par l'argumentation du ministre des affaires étrangères françaises devant le conseil de sécurité de l'ONU, et moins de signification que le grand nombre de manifestations pacifiques partout dans le monde. On peut minimiser l'importance du retournement de la Turquie, interdisant l'ouverture d'un front nord par son territoire, malgré les quelques 30 milliards de dollars promis par l'Amérique. On peut reprocher à raison à la France d'avoir fait le travail d'une Russie ou d'une Chine, et travaillé contre l'unité européenne, ou d'avoir par le zèle de sa diplomatie affaibli durablement la confiance des Etats-Unis. Mais que dire du retrait canadien ou mexicain ? Le revers diplomatique de l'administration Bush témoigne au minimum d'un certain aveuglement sur des capacités de leadership de la nation américaine, d'une perception unilatérale de sa politique étrangère jugée arrogante y compris par ses alliés traditionnels. Le fait que les Etats-Unis aient eu raison ou tort ne diminuera en rien la réalité de ce constat. Comme le souligne Pierre Hassner, Henry Kissinger a toujours insisté sur le double aspect de l'ordre international, « le rapport des forces et de la légitimité » et sur le fait que les Etats-Unis ne pouvaient régner qu'en suscitant un consensus et en entourant leur primauté effective d'un concert au moins apparent.

b) La montée de l'antiaméricanisme :

Les reproches faits régulièrement à l'Amérique ne doivent pas occulter le potentiel de sympathie né principalement en Europe et en Israël en raison de l'attitude clairvoyante et courageuse des Américains à leur profit au cours du vingtième siècle. Il serait excessif et malhonnête de réduire les bienfaits de la «Pax Americana » à une convergence temporaire d'intérêts entre des alliés objectifs animés de valeurs occidentales communes.

Il convient d'autant plus de distinguer, comme Stanley Hoffmann s'interrogeant après le 11 septembre 2001 sur les raisons du nouveau désordre mondial pouvant expliquer cette agression sans précédent du territoire américain, les critiques des Etats-Unis pour ce qu'ils sont ou représentent, de celles visant leurs actes ou inactions jugés coupables.

La confusion entre antimondialisation et antiaméricanisme relève probablement des deux aspects. Elle se nourrit des mêmes craintes que les européens de la fin du XIXème siècle face à cette société moderne et libérale refusant le référentiel de valeur de la « vieille Europe » à laquelle faisait probablement allusion de manière très maladroite Donald Rumsfeld. Le discours asséné par l'administration Clinton, faisant l'apologie de la mondialisation du commerce, a favorisé l'entretien de la confusion entre l'Amérique libérale et les excès de la globalisation : D'une puissance bienveillante, les Etats-Unis sont devenus un exutoire emblématique pour les opposants ou les exclus de la mondialisation des échanges. Mais la critique essentielle porte sur la contradiction entre le discours idéologique fondé sur un libéralisme universel et une politique extérieure ayant parfois conduit Washington à soutenir des régimes autoritaires et répressifs, à privilégier soudain le dialogue avec d'autres nations « voyous », et à adopter par ailleurs contre d'autres pays une position inflexible de la sanction économique à l'intervention armée. Kissinger interprétait ces positions contrastées comme la marque d'un pragmatisme, d'une forme de réalisme résultant de la perte d'une certaine innocence, dès lors que la nation bienveillante est confrontée à la réalité du monde et aux responsabilités héritées de sa puissance. Si Machiavel se marie difficilement avec Wilson, les ressentiments qui naissent de la trahison des engagements américains, contraire aux idéaux affichés, sont à la mesure des espoirs suscités. Il semble que le gouvernement américain ait pris conscience de la nécessité d'inciter certains alliés ou protégés encombrants à démocratiser leurs régimes et de cesser de fermer les yeux sur leurs violations des droits fondamentaux. Il ne serait pas étonnant dans la mouvance d'une radicalisation de sa posture contre le terrorisme qu'il prenne ses distances avec des régimes autoritaires dénués de soutien populaire. Le comportement vis-à-vis de l'allié saoudien sera révélateur de cette évolution dès

qu'une certaine stabilité dans le Golfe Persique aura redonné de la marge de manœuvre à la politique extérieure américaine dans cette région stratégique.

Le deuxième grief, le plus contemporain puisqu'il se renforce de la radicalisation du discours de l'administration américaine depuis le mois de septembre 2001, est celui de l'unilatéralisme d'un nombre croissant de décisions américaines et surtout des relations difficiles avec l'ONU. La façon dont Washington a humilié, soit en l'ignorant, soit en la rudoyant, cette organisation internationale considérée par la majorité de ses membres comme l'instrument majeur de la coopération internationale et le gardien de la souveraineté des nations, est à l'évidence néfaste à l'image de la politique étrangère américaine. Colin Powel, partisan éclairé de la recherche de légitimité dans l'action de son administration, a beau rappeler que le conseil de sécurité n'est qu'un forum où s'expriment des volontés nationales, la crédibilité de sa politique extérieure gagnerait à substituer l'équité à l'arrogance et à prêter davantage attention aux attentes de ses alliés et aux frustrations des pays du tiers monde. Les réserves croissantes des européens vis-à-vis de la politique étrangère américaine trouvent certes leur origine, comme le pense Kagan, dans l'expérience de l'intégration européenne et de l'inaptitude autant que de l'absence de volonté de ses populations à agir pour leur défense. Mais l'expérience de l'échec du colonialisme et de la guerre sempiternelle entre les nations du continent européen expliquent au moins autant la crainte de ce que nombre de représentations diplomatiques et opinions publiques perçoivent comme une « entreprise américaine de reconquête néo-impériale », selon les termes de Hassner.

La part réduite de l'aide américaine des pays en développement est en diminution constante par rapport aux efforts d'armement. L'effort de guerre en Irak peut apparaître d'un coût démesuré en rapport à la menace immédiate, si on le compare à la générosité américaine très relative dans le domaine humanitaire notamment, ou encore aux contributions financières pour réduire le fossé entre pays riches et pays pauvres.

Le soutien américain à Israël alimente par ailleurs un ressentiment anti-américain qui dépasse les frontières du monde arabe. La partialité de la position de l'Amérique est dénoncée du fait de son incapacité à faire respecter les résolutions de l'ONU de 1967 par Israël, à empêcher la politique de colonisation et l'occupation militaire des territoires palestiniens et condamner de manière égale les violences de la part de chacun des belligérants. Indépendamment des animosités qu'elle suscite dans le monde, cette fidélité sans faille aux intérêts de l'allié israélien réduit certainement la marge de manœuvre des Etats-Unis au Moyen-Orient.

CONCLUSION

Le messianisme hérité des pères fondateurs reste incontestablement un des fondements toujours influant de la politique étrangère américaine, depuis que la victoire sur le communisme a fait la preuve de l'universalité des valeurs défendues par le « peuple élu ». Si l'activisme religieux réapparaît en période de crise ou de campagne électorale dans le discours des autorités politiques, c'est qu'il constitue une composante durable de la pensée américaine qui ne semble pas avoir profondément changé depuis la fin de la guerre de Sécession. Son effacement progressif au cours des cinquante dernières années au profit des facteurs idéologiques et économiques, semble coïncider avec l'affaiblissement du réflexe isolationniste, doctrine à la fois injustifiée et peu réaliste, pour le rayonnement d'une puissance sans égale depuis la fin de la guerre froide.

Mais depuis le 11 septembre 2001, la violation du territoire national, l'émergence d'une menace transnationale difficile à identifier à la nation – le terrorisme- la découverte d'une impopularité mondiale peut-être imméritée, menacent l'Amérique d'un isolement vers lequel conduirait une politique étrangère unilatérale : La perte de confiance des américains dans les organismes internationaux qu'ils ont créés ou appelés de leurs vœux et le refus d'accepter la limitation de leur liberté d'action par la signature ou la ratification de traités internationaux ne peuvent qu'affaiblir les priorités fondamentales de l'Amérique que sont la sécurité nationale et l'équilibre géopolitique général.

L'Amérique a besoin de partenaires qu'elle doit choisir parmi les sociétés ayant des institutions, des valeurs communes, et ne doit donc pas dévaloriser ses rapports avec l'Europe.

La solution passe par un dosage concret entre données et considérations morales. Cela doit se traduire par la redéfinition consensuelle de l'intérêt vital, que Kissinger concevait comme une synthèse entre une doctrine de Monroe trop restrictive et le wilsonisme trop vague et trop légaliste. Cela passe enfin par l'acceptation d'une certaine vulnérabilité de sa propre sécurité, lui permettant de conduire une politique étrangère plus conforme à ses idéaux et moins dictée par ses peurs.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

BEAUFRE André, introduction à la stratégie, 4ème édition, Paris IFRI Economica 1985

BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde, Bayard, 1997

Clausewitz and the state, Princetown, Princeton University Press, 1976

CLAUSEWITZ, Carl, De la guerre, éditions de minuit, Paris, 1995

CHAUPRADE, Aymeric, Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire, Ellipses

COUTAU-BEGARIE, Hervé, traité de stratégie, Economica, Paris, 1996

HUNTINGTON Samuel, Le choc des civilisations.

JAROS WX.N with NYE Joseph, The shadow of the past, learning from history in national security Decision making process, Oxford University press 1993.

JUDIS B. John, The paradox of American Democracy, Pantheon, 2000

KEGLEY Charles W., Jr. Eugene R. Wittkopf, (ed.), The Domestic Sources of American Foreign Policy. Insights and Evidence, St. Martin's Press, New York, 1988

KISSINGER Henry, Diplomacy, Simon and Schuster, 1994 (Fayard 1996 traduction française)

Mc PHERSON James M., La guerre de sécession , R. Laffont 1999

TOCQUEVILLE, Alexis, de la démocratie en Amérique, Livre de poche.

ROSENAU James, (ed), Domestic Sources of Foreign policy, The Free Press, New York, 1969

Articles :

COTTA Alain, Vers un nouvel ordre mondial? Commentaire N°96, Hiver 2002-2002

DURAND Etienne de, Les tribulations de la pensée stratégique américaine, Stratégie et conflits de l'après-demain, 1997

FRANCOIS-PONCET Jean, Un tournant de l'histoire?, Commentaire N°96, Hiver 2002-2002

HASSNER, Pierre, L'Amérique et le monde, Etudes, 1998

HEFFNER Jean, Les grandes représentations stratégiques américaines au XIX^e siècle, Cahier d'Etude Stratégique, EHESS-CIRPES, 1998.

HOFFMANN Stanley, Mais pourquoi n'aime-t-on pas les Etats-Unis? Commentaire N°96, hiver 2001-2002.

HUNTINGTON Samuel P, The Erosion of American National Interests, Foreign Affairs, septembre/octobre 1997.

HUNTINGTON Samuel P, The Lonely Superpower, Foreign Affairs, mars/avril 1999.

KAGAN Robert, Puissance et faiblesse^{commentaire N°99} automne 2002

NYE Joseph, Soft power, Foreign Policy, N°80 automne 1990

NYE Joseph, Redefining the National Interest, Foreign Affairs, juillet/août 1999

PATTEN Christopher, De l'intérêt national: regards sur l'Europe et les Etats-Unis, Commentaire N°99, automne 2002.

POSEN Barry, ROOS Andrew, Competing vision for US Grand Strategy, International security, Vol 21, Winter 96/97, MIT press, 1996

ROSE François de, Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, Commentaire N°96, Hiver 2002-2002

VAISSE Justin, Le modèle américain, Paris, Armand Colin, 1998

WILLS Garry, Bully of the Free World, Foreign Affairs, mars/avril 1999

Revue, périodiques et quotidiens:

Cahiers d'études stratégiques

Commentaire

Courrier International

Défense nationale

Diplomatie magazine (relations internationales et conflits contemporains)

Foreign affairs

Foreign policy

Géopolitique (Revue de l'Institut International de Géopolitique)

Le Monde

Manière de voir (Le Monde diplomatique)

Newsweek

Politique étrangère

Politique internationale

Ramses 2002

Sources Internet :

Centre d'étude en Sciences sociales de la Défense, www.c2sd.sga.defense.gouv

Courrier international, www.courrierinternational.com

IFRI, www.ifri.org

Revue électronique du département d'Etat, [http/usinfo.state.gov](http://usinfo.state.gov)

site de la FRS, www.frstrategie.org

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
1. L'héritage de l'histoire américaine, des premiers colons à la fin de la guerre froide.....	4
11. La genèse de la pensée américaine.....	4
111. Les valeurs communes.....	4
a) Les premiers colons.....	4
b) La constitution américaine.....	4
112. Les deux approches, isolationniste et messianique, de la politique internationale .5	
a) Le modèle originel de la nation américaine.....	5
b) Les raisons géopolitiques	6
113. L'évolution de la politique étrangère des Etats Unis.....	7
a) Jusqu'au début du vingtième siècle : l'isolationnisme prévaut.....	7
b) La destinée manifeste, l'expansion territoriale au service de la transmission de la parole divine	7
c) La guerre de Sécession	9
12. De l'émergence d'une puissance mondiale, en 1917, à la fin de la guerre froide.	10
121. Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson : deux conceptions inverses d'une même volonté de rompre l'isolement de l'Amérique.	10
a) Le réalisme politique de T Roosevelt.....	10
b) Le rôle messianique de l'Amérique de Wilson, une dimension universelle à l'exceptionnalisme américain.....	11
122. Le retour à l'isolationnisme américain : le volte-face de la nation.	12
a) L'échec de la Société des Nations.....	12
b) Le retrait de l'Amérique	12
123. L'Amérique à nouveau dans l'arène.....	12
a) Franklin Delano Roosevelt : de la fin de l'Amérique isolationniste à un multilatéralisme généreux	12
b) La pertinence du credo wilsonien	13

2. La politique étrangère des Etats-Unis après la guerre froide	16
21. Un unilatéralisme par défaut, lié à l'exercice solitaire de la puissance.....	16
211. Le constat d'une divergence essentielle de conception entre Américains et Européens	17
a) Des vision opposées du monde:	17
b) Le fossé stratégique alimenté par la faiblesse de l'Europe	17
c) La surmilitarisation des Etats-Unis	18
212. Des appréciations divergentes de la menace :	19
a) La logique inhérente au différentiel des forces.....	19
b) L'influence des histoires différentes	21
213. Un unilatéralisme par défaut :	23
214. La nécessité de ménager l'allié outre-atlantique	24
a) Le constat d'un clivage réel.....	24
b) Une volonté partagée d'apaisement nécessaire :	24
22. L'intérêt national américain.....	25
221. L'intérêt national américain fragilisé par une crise identitaire , ou en constante recherche d'une définition ?	25
a) La disparition de l'identité nationale ?	25
b) A la recherche de l'intérêt national	27
c) La promotion des intérêts commerciaux et ethniques.	28
222. Attractivité et pouvoir de répulsion de la puissance américaine.....	28
a) Une puissance dépassant le seul pouvoir exécutif	29
b) Une puissance de nature différente	29
223. L'existence d'un intérêt national unique est-elle illusoire, comme semble le démontrer l'histoire nationale ?	30
a) L'explication démocratique :	30
b) L'influence de l'ère de l'information :	31
c) Les solutions :	33
224. La nécessité de maintenir l'ordre international : plaidoyer pour un engagement multilatéral.	34
a) Les Etats-Unis, premier bénéficiaire d'un engagement dans tous les domaines ..	34
b) Un renforcement des institutions internationales de régulation	35
c) Le respect des lois internationales.....	35
23. Le renouveau de l'unilatéralisme américain.....	36

231. Un monde « uni-multipolaire »?	36
232. La tentation d'une politique étrangère unilatérale.....	37
a) La tendance américaine à agir comme si le monde était unipolaire :.....	37
b) Une perception unilatérale de la politique étrangère des Etats-Unis	37
c) Sanctions économiques et intervention militaire :	38
d) L'absence du socle national pour une politique unilatérale	38
233. Une nouvelle politique étrangère américaine après les attentats du 11 septembre 2001.....	40
a) Le 11 septembre 2001	40
b) Les Etats-Unis ont pris conscience de leur vulnérabilité sur leur propre territoire	40
c) La doctrine de la guerre préventive.....	41
234. Les Etats-Unis sont-ils en voie d'isolement dans le monde ?.....	42
a) La représentativité des positions américaines contestée dans le monde :	42
b) La montée de l'antiaméricanisme :	44
Conclusion.....	46